

RAPPORT D'ACHÈVEMENT DE RAPPORT (RAP) POUR LES OPERATIONS DU SECTEUR PUBLIC



GRUPE DE LA
BANQUE AFRICAINE DE
DEVELOPPEMENT

I Données de base

A Données du rapport

Rapport daté du	Rapport daté du:	30 Octobre 2013	
	Date de la mission	De : 23 Mai 2013	Au : 30 Mai 2013

B Responsables du projet au sein de la Banque

Fonctions	À l'approbation	À l'achèvement
Directeur régional	J. LITSE	F.J.M. PERRAULT
Chef de bureau national	A. DINGA-DZONDO	G. MUTETA-NZAU
Directeur sectoriel	A. RAKOTIBE	M. EL AZIZI
Responsable sectoriel	F. KWESIGA	A. BAHRI
Coordinateur d'activités	T. DAMHAUG	J.M OSSETE
Coordinateur d'activités suppléant	P. AKARI	F.D. BOUGAIRE
Chargé d'équipe chargée du RAP		Mr CHAABOUNI (STUDI International)
Membres de l'équipe chargée du RAP		Mr LERMITERIE (OIEAU)

C Données du projet

Nom du projet : PROJET D'ASSAINISSEMENT DES QUARTIERS PERIPHERIQUES DE OUAGADOUGOU (PAQPO)		
Code du projet : P - BF – EBZ - 001	Numéro(s) de(s) instrument(s) de financement : 5600155001251	
Type de projet : Etudes	Secteur : Eau et Assainissement	
Pays : BURKINA FASO	Catégorisation environnementale (1-3): 1	
Etapes de traitement du dossier – Uniquement pour les financements approuvés par la Banque	Evènements importants (Uniquement pour les financements approuvés par la Banque)	Décaissements et dates de clôture (Uniquement pour les financements approuvés par la Banque)
Source/instrument de financement 1 : FAE – Facilité Africaine pour l'eau	Source/instrument de financement 1 : FAE – Facilité Africaine pour l'Eau	Source/instrument de financement 1 : FAE – Facilité Africaine pour l'Eau
Date d'approbation : 29 Avril 2008	Montants annulés: 0	1° Décaissement : (354.000 €) Date de la demande : 05 Décembre 2008 Date du 1° décaissement au compte BCEAO: 26 Janvier 2009 ; Date de transfert au compte ECOBANK : 01 Février 2010 2° décaissement : (288.000 €) Date de la demande : Juin 2010 Date du 2° décaissement au compte BCEAO : 19 Mai 2011 ; Date de transfert au compte courant ECOBANK : 17 aout 2001
Date de signature : 14 Mai 2008	Financement complémentaires : 0	Date initiale de clôture : 31 Décembre 2010

Date d'entrée en vigueur : 14 Mai 2008	Restructuration: S.O	Délai révisé du décaissement:		
Date d'entrée en vigueur du premier décaissement : 08 Septembre 2008	Prorogations: 1 extension de la date limite du dernier décaissement	Date de clôture révisée: 31 Décembre 2012 (Table Ronde Novembre 2012)		
Date réelle du premier décaissement : 26 Janvier 2009				
Source de financement (UC):	Montant décaissé (montant, UC) :	Pourcentage décaissé (%) :	Montant décaissé (UC) :	Pourcentage non décaissé (%) :
Source/instrument de financement 1:	526.140 UC	96,74%	0	0
Source/instrument de financement 2 :				
Gouvernement :	80.553 UC	105,65%		
Autres (exemple, cofinanciers). <i>Si nécessaire, ajouter d'autres lignes :</i>				
TOTAL	606.693 UC	101,2 %		
Organisme(s) d'exécution et de mise en œuvre : Mairie de Ouagadougou (DGSTM/DP)				

D Revue et commentaires de la Direction

Rapport examiné par	Nom	Examiné le	Commentaires
Spécialiste en assainissement	O. GUENE	20/09/ 2013	Commentaires divers
Chef des opérations eau, FAE	J.M.OSSETE	22/09/2013	Plusieurs commentaires, révision du draft du rapport
Coordinatrice, FAE	A. BAHRI	26 /09/2013	Commentaires mineurs
Directeur régional, ORWA	F.J.M. PERRAULT	24/01/2014	Pas de commentaires
Directeur OWAS/FAE	M. EL AZIZI	05/03/2014	Pas de commentaires

II Évaluation des performances du projet

A Pertinence

1. Pertinence de l'objectif de développement du projet

Notation*	Compte-rendu descriptif (250 mots maximum)
4	<p>La ville de Ouagadougou est confrontée à une rapide évolution démographique (population estimée à 2.073.000 hab. en 2013, avec une projection à 3.500.000 hab. pour 2025), une forte immigration urbaine et par voie de conséquence, un développement mal maîtrisé des zones périurbaines. Malgré les importants efforts consentis en matière d'aménagements urbains, la population revendique encore de nombreuses insuffisances en équipements et services publics de base.</p> <p>Par exemple : l'état des voiries qui réduit sensiblement la mobilité urbaine et qui génère des tensions sociales, les conditions de collecte des déchets urbains qui sont à l'origine de nombreuses nuisances et de problèmes de salubrité publique, les impacts et désagréments immédiats générés par les pluies, de par l'insuffisance des ouvrages de drainage.</p> <p>Les effets du changement climatique, illustrés par les catastrophiques inondations du 1^{er} septembre 2009 (150.000 sinistrés), ont mis en exergue l'extrême fragilité de la ville. En plus, la ville est confrontée à d'immenses défis économiques et sociaux pour améliorer les conditions de vie de ses populations défavorisées.</p> <p>Les objectifs de développement du Projet PAQPO apportent des solutions concrètes à ces problématiques de développement urbain, tout en s'inscrivant entièrement dans le cadre des politiques et stratégies nationales telles que : SCADD 2011-2015 qui succède au SCLP 2000-2010, DSPAR, OMD pour l'eau et l'assainissement, etc.</p> <p>Les principales composantes du PAQPO intègrent 3 études majeures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour le volet relatif aux problématiques des déchets urbains : l'extension du CTVD de Polesgo, permettant de promouvoir plusieurs filières économiques de valorisation des déchets, et donc la création d'emplois. - Pour le volet relatif aux inondations : l'aménagement de l'amont du Canal Mogho Naaba sur 4,7 Km, permettant de réduire significativement les impacts des eaux pluviales et de l'imperméabilisation des sols, ainsi que la promotion

	<p>d'emploi (HIMO).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour le volet relatif aux problématiques de circulation urbaine : la réalisation de 44 Km supplémentaires de voiries modernes bitumées, dotées d'éclairage public, la réalisation de 82 Km de caniveaux et la promotion d'emplois (HIMO) <p>Pour consolider l'efficacité de réalisation de ces importants aménagements urbains, le projet PAQPO a aussi prévu une composante visant à renforcer significativement les capacités de la Mairie (DGSTM/DP) et des acteurs locaux (PME). Pour ce faire, les Autorités municipales ont pu acquérir de réelles compétences en matière de Maîtrise d'Ouvrage, garantissant le déploiement rapide et efficace de nouveaux projets visant à améliorer durablement les conditions de vie de la population.</p>
--	--

2. Pertinence de la conception du projet

Notation*	Compte-rendu descriptif (250 mots maximum)
4	<p>Au plan opérationnel, les procédures de mise en œuvre des trois (3) études ont été conçues et conduites de manière très satisfaisante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - En amont, par l'utilisation de procédures favorisant la compétition et le recours à des groupements de BE qualifiés, ainsi que le recours à des procédures de sélection fondées sur la pertinence de l'offre technique et l'optimisation des coûts. - Dans les objectifs de travail assignés à chacune des études, il a été inclus les catégories d'activités suivantes : l'élaboration d'avant-projets sommaires (APS) et d'avant-projets détaillés (APD), des analyses exhaustives en matière d'études d'impact environnemental et social (EIES). Les produits ont porté tant sur les aspects techniques que sur les aspects économiques (budgets prévisionnels). Au final, chaque étude a été conclue par la rédaction des dossiers d'appel d'offres (DAO) correspondants. Une attention particulière a été mise sur la validation des études EIES. - En aval, les différentes étapes d'avancement du travail (APS, APD, EIS, DAO) ont fait l'objet à chaque fois de procédures de validation par les acteurs concernés. <p>Au plan organisationnel, les procédures et conditions préconisées par la Banque ont été entièrement respectées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Validation des objectifs et contenus des études, de façon participative, par l'ensemble des acteurs et responsables locaux. - Nomination d'un Coordinateur de Projet, création d'une Unité de Gestion de Projet (UGP) et constitution d'un Comité de Pilotage (20 membres). - Formation des personnels concernés de la Mairie (DGSTM/DGP/etc.) dans les diverses spécialités requises, et organisation des visites d'études dans diverses villes (Accra, Kumassi, Lomé), et dotations importantes en équipements informatique et bureautique principalement. - Suivi régulier (3 missions de supervision) et bénéfice de la proximité de la Représentation de la Banque. - Organisation d'une Table Ronde avec les PTF, en fin de projet, dont la préparation et la conduite exemplaire a permis de susciter une réelle et importante contribution de ces PTF pour le financement des 90 milliards FCFA requis pour l'exécution des travaux et équipements concernés par le projet PAQPO.

3. Enseignements tirés relativement à la pertinence

Questions clés (5 maximum, si nécessaire, ajouter d'autres lignes)	Enseignements tirés	Public cible
1. Alignement du projet avec la stratégie sectorielle	1. Le projet est parfaitement en ligne avec la stratégie des secteurs de l'eau et de l'assainissement élaborée par les Autorités Burkinabés, la stratégie de croissance accélérée SCADD, et les besoins réels du pays. C'est un élément indispensable pour l'appropriation des résultats par les autorités et les bailleurs de fonds	Ministères concernés et leurs Directions Opérationnelles
2. Respect des procédures en matière de réinstallation des populations / PGES	2. La réalisation d'étude de Plan d'Action de Réinstallation conformément aux politiques opérationnelles des donateurs et à la réglementation du pays est nécessaire pour faciliter le financement des bailleurs de Fonds des projets affectant sensiblement la population. Cette conditionnalité a été respectée dans la mise en œuvre du Projet ; elle a débouché sur l'établissement d'un Plan d'indemnisation et de Réinstallation (PIR) des personnes affectées par le projet (PAP) qui est commenté plus en détail dans la rubrique III A.3 ci-après.	Ministères concernés et leurs Directions Opérationnelles

3. Démarche participative	<p>3. L'introduction, dès la conception du Projet, d'une stratégie volontariste de démarche participative est hautement préconisée.</p> <p>En effet, le soutien financier de la BAD vise avant tout à jouer le rôle de « levier démultiplicateur » : en ce sens, la réussite totale d'un projet suppose un effet d'entraînement et des contributions de divers PTF.</p> <p>Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet PAQPO, la mise en pratique d'une telle démarche participative, prenant en compte non seulement l'ensemble des acteurs locaux mais aussi les représentants communaux ainsi que les PTF, peut être qualifiée d'exemplaire.</p> <p>Sous forme de suggestion complémentaire auprès de la Facilité Africaine de l'Eau, il pourrait être judicieux de prévoir, sous forme de réunion annuelle, une information de ces PTF lors des processus de validation des résultats du projet (APD/PGES), afin d'anticiper les objectifs et modalités de leurs contributions lors de la Table Ronde finale.</p>	Ministères concernés et leurs Directions Opérationnelles Mairie Ouagadougou Acteurs Communaux Partenaires Techniques et Financiers (PTF)
---------------------------	---	---

B Efficacité

1. Progrès réalisés pour atteindre l'objectif de développement du projet (objet du projet)

Commentaires

Les objectifs stratégiques visés par le Projet PAQPO, déployés sous la forme de quatre (4) composantes incluant trois (3) études principales, ont porté sur des axes majeurs de la stratégie d'Aménagement Urbain de la capitale Ouagadougou : la mobilité urbaine avec l'extension de voiries modernes et équipées, la protection des populations contre les inondations, la collecte des déchets solides ainsi que leur traitement et valorisation.

Ces différents domaines d'aménagement urbains visent conjointement à améliorer de façon durable les conditions de vie de la population ouagalaise, dont en particulier les populations défavorisées des quartiers périphériques (environ 900.000 personnes), à renforcer la salubrité publique et à promouvoir la création d'emplois (HIMO) ainsi que le développement de nouvelles filières d'activités (lien direct avec le SCADD 2011-2015).

La totalité des activités prévues au titre du Projet PAQPO, telles que rappelées ci-dessous pour chacune de ses composantes, a été exécutée conformément aux termes de référence du projet.

- Composante A : Etudes d'exécution détaillées (APS, APD) et élaboration du Dossier d'Appel d'Offre d'extension du Centre de traitement et de valorisation des déchets (CTVD) de POLESGO

Les activités réalisées dans cette composante ont consisté en la mise en œuvre des objectifs suivants : i) études de faisabilité (APS) du CTVD, ii) étude d'impact environnemental et social du CTVD (EIES), iii) études techniques détaillées (APD) et dossier d'appel d'offres (DAO) et iv) études de fermeture des décharges sauvages existants.

- Composante B : Etudes techniques d'exécution détaillées et préparation du DAO pour l'aménagement de l'amont du canal du Mogho Naaba

Les activités réalisées dans cette composante ont consisté en la mise en œuvre des objectifs suivants : i) élaboration des études d'avant-projet sommaire (APS), ii) des études géologiques et géotechniques, iii) des études d'avant-projet détaillées (APD) et iv) l'élaboration des dossiers d'appel d'offres.

- Composante C : Etudes de faisabilité technico-économique, environnementale des travaux routiers et de drainage d'eaux pluviales
Les activités réalisées dans cette composante ont consisté en la mise en œuvre des objectifs suivants : i) l'élaboration des études préliminaires, ii) des études environnementales, iii) des études économiques, iv) des études d'avant-projet sommaire (APS), v) des études d'avant-projet détaillées (APD), et vi) l'élaboration des dossiers d'appel d'offres

- Composante D : Renforcement des capacités de la Mairie et des acteurs locaux pour la gestion des déchets

Les activités réalisées dans cette composante ont consisté en la mise en œuvre des objectifs suivants : i) le renforcement des capacités de gestion des déchets comprenant la réalisation d'une étude préliminaire et de diagnostic économique de la gestion des déchets dans la Mairie de Ouagadougou, l'organisation des voyages d'études (Lomé, Cotonou, Koumassi) et la formation des personnels concernés, ii) la réalisation d'une étude de mobilisation de ressources financières et de mise en place d'une ligne de crédit et iii) la formation du personnel de la DGSTM et de la Direction de la Propreté en matière de suivi administratif, technique et environnemental de la gestion des déchets.

Au titre de la justification des résultats obtenus, et sous forme de synthèse, on mentionnera en particulier :

- ⇒ La validation des résultats produits par les trois (3) études principales, à l'occasion de la tenue de l'atelier en date du 04 août 2011 en présence des acteurs concernés ;
- ⇒ La réalisation de 7 formations, au profit de 22 cadres et agents de la Mairie, mises en œuvre sur la période 2010-2011, et qui ont porté sur les domaines suivants : Génie urbain, Génie civil, Environnement, Système d'information Géographique, Contrôle et audit interne des projets, Passation des marchés publics
- ⇒ La réalisation de 3 visites d'études (Lomé, Cotonou, Koumassi) ;
- ⇒ En complément, les services techniques de la Mairie ont été dotés en équipements et matériels (principalement bureautique/informatique)

Il n'y a pas eu, à proprement parler, d'imprévus techniques ou opérationnels, sinon l'impact (effet « domino ») des difficultés liées aux processus de décaissements qui ont étalé dans le temps la durée du projet : durée prévisionnelle initiale estimée à 20 mois, durée de mise en œuvre des études conformes aux prévisions, durée totale d'exécution de 39 mois environ (y compris la Table Ronde de fin 2012).

Concernant la prise en compte du rôle de la femme dans ce projet, elle se situe plutôt au niveau de la Composante A, par le biais de développements de nouvelles filières liées au tri sélectif et à la valorisation des déchets urbains.

2. Établissement de rapports sur les effets

Indicateurs des effets (selon le CLAR; si nécessaires, ajouter d'autres lignes)	Valeur de base (année)	Valeur la plus récente (A)	Cible visée (B) (valeur escomptée à l'achèvement du projet)	Progrès vers la réalisation de la cible (% réalisé) (A/B)	Compte-rendu descriptif (longueur maximale indicative : 50 mots par effets)	Indicateur sectoriel de base (Oui/Non)
Effet 1: Financements mobilisés pour la mise en œuvre des trois composantes (A, B, C) du projet PAQPO	0 en 2008	46 milliards FCFA (source Mai 2013)	90,7 milliards FCFA	50,8 %	Suite à la tenue de la Table Ronde de novembre 2012, le montant total des financements mobilisés (à Mai 2013) s'élève à 46 milliards FCFA, sur un montant total de 90,7 milliards FCFA. La distribution par origine de ces engagements est la suivante: - BAD : 24 milliards FCFA - AFD : 16 milliards FCFA - Etat (Burkina Faso) : 5 milliards FCFA - Commune de Ouagadougou : 1 milliard FCFA	
Effet 2: Nombre de dossiers de pré-investissements disponibles	0 en 2008	4	3	133 %	La mise en œuvre des composantes du Projet PAQPO a permis d'obtenir : - Trois (3) DAO : Extension CTVD, Aménagement Canal Mogho Naaba, et Travaux routiers et drainage pluvial - Un dossier PIR	
Notation	Compte-rendu descriptive					
3	<p>Effet 1 : A la date de la mission d'évaluation (mai 2013), l'objectif visé par l'effet 1 correspondant à la mobilisation de 100 % des 90,7 milliards d'investissements nécessaires à la réalisation des 3 sous-projets majeurs (Extension du CTVD, Aménagement du Canal Mogho Naaba, et Travaux routiers et drainage pluvial) n'était pas encore atteint dans sa totalité. Cependant, ce constat exprimé sous une forme purement « mathématique » peut être interprété de manière plus positive en prenant en compte les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Table Ronde, qui a été un grand succès, ne s'est tenue qu'en fin 2012 (12 novembre). <ul style="list-style-type: none"> ▪ La liste des Partenaires identifiés pour cette Table Ronde était constituée par les 10 PTF suivants : BAD, AFD, BM, BOAD, GIZ, BID, ONU HABITAT, WATERAID, EAA, FAE ; ▪ La décision d'implication des PTF est, par nature, un processus relativement lent : les engagements 					

	<p>significatifs déjà acquis auprès de certains PTF (BAD, AFD) permettent d'envisager que la contribution d'autres PTF est largement possible sur les prochains mois.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Par exemple, la BID souhaite rejoindre le groupe de partenaires financiers sur le projet PAQPO : elle prévoit son engagement pour 2014. <ul style="list-style-type: none"> - Le Gouvernement du Burkina Faso a démontré sa très forte volonté à mettre en œuvre les résultats du Projet PAQPO et son implication est totale. - Le soutien important de la BAD est aussi une garantie pour la poursuite du processus de mobilisation des divers PTF. Il est prévu d'organiser en 2013 une nouvelle Table Ronde pour continuer le plaidoyer du financement du Projet PAQPO <p>Effet 2 : Les résultats acquis sur ce volet (nombre de dossiers de pré-investissements disponibles) peuvent être qualifiés de succès total.</p>
--	--

3. Rapport sur les produits

Indicateurs des produits	Valeur la plus récente (A)	Cible visée (B)	Progrès vers la réalisation de la cible (A/B%)	Compte-rendu descriptif (longueur maximale indicative: 50 mots par produit)	Indicateur sectoriel de base (Oui/Non)
Composante A : Etude de faisabilité technico-économique et environnementale pour l'extension du CTVD de Polesgo					
Commentaire général :				Date de notification de l'étude : 07 janvier 2010 Dépôt des rapports finaux : novembre 2010 Atelier de validation de l'étude : 04 août 2011 La qualité des rapports d'étude est de très bon niveau.	
PA.1: Etude de Faisabilité (niveau APS) du CTVD	1 rapport APS	1 rapport APS	100 %	<ul style="list-style-type: none"> - L'ensemble des objectifs assignés pour les études technico-économiques (APS, APD) ont été pris en compte ; un dossier d'appel d'offres (DAO) décrivant les conditions techniques et financières pour l'extension et de la modernisation du CTVD de Polesgo a été élaboré et validé. - Les études d'impacts environnemental et social ont permis d'identifier et de chiffrer le coût des mesures d'atténuation et de remédiation pour les populations concernées, conformément aux procédures de la BAD. - Sur cette base, un plan d'indemnisation et de réinstallation (PIR) des personnes affectées par le Projet a été défini. 	Oui
PA.2: Etudes techniques détaillées (niveau APD) et dossier d'appel d'offres (DAO) du CTVD	1 rapport APD 1 dossier DAO	1 rapport APD 1 dossier DAO	100 %		Oui
PA.3: Etudes d'impact du CTVD sur l'environnement (EIE)	1 Rapport EIE	1 Rapport EIE	100 %		Oui
PA.4: Etude de fermeture des décharges sauvages existantes et mesures de remédiation correspondantes	1 Rapport	1 Rapport	100 %		Oui
Composante B : Etudes de faisabilité technico-économique et environnementale d'aménagement du Canal du Mogho Naaba					
Commentaire général :				Date de notification de l'étude : 07 janvier 2010 Dépôt des rapports finaux : novembre 2010 Atelier de validation de l'étude : 04 août 2011 La qualité des rapports d'étude est de très bon niveau.	
PB.1: Etude de Faisabilité (niveau APS) de l'amont du canal du Mogho Naaba y inclus la réalisation des études géologiques et géotechniques afférentes	1 rapport APS	1 rapport APS	100 %	<ul style="list-style-type: none"> - L'ensemble des objectifs assignés ont été pris en compte dans l'étude APS. - Les études APD ont permis d'établir les caractéristiques techniques des ouvrages hydrauliques à réaliser, ainsi que les budgets nécessaires, et ont servi de base à l'élaboration d'un DAO pour leur mise en œuvre. - Les budgets nécessaires qui ont été établis pour la réalisation des travaux se distribuent de la manière suivante : Aménagement des affluents du canal Mogho Naaba : 1,05 milliard FCFA ; Aménagement du canal lui-même : 6,5 milliards FCA ; Aménagement des zones inondables (3 	Oui
PB.2. Etudes techniques détaillées (niveau APD) relatifs à la construction des canaux collecteurs et à l'aménagement des berges, y inclus l'établissement des dossiers d'appel d'offres (DAO) y afférents	1 rapport APD 1 dossier DAO	1 rapport APD 1 dossier DAO	100 %		Oui
PB.3: Etudes d'impact sur	1 Rapport	1 Rapport	100 %		Oui

l'environnement (EIE) concernant l'aménagement du canal	EIE	EIE		secteurs concernés) : 1,96 milliards FCFA <ul style="list-style-type: none"> - L'étude d'impact a permis d'identifier les impacts environnementaux et sociaux de réalisation de ce chantier ainsi qu'établir les budgets nécessaires pour mettre en œuvre les mesures d'atténuation y afférentes. - Un PIR (Plan d'indemnisation et de réinstallation) pour les populations impactées (expropriation sur emprise du canal) par la réalisation du projet est en cours. Elle concerne 1.500 personnes environ. 	
Composante C : Etude de faisabilité technico-économique et environnementale des travaux routiers et de drainage d'eaux pluviales					
Commentaire général :				Date de notification de l'étude : 07 janvier 2010 Dépôt des rapports finaux : novembre 2010 Atelier de validation de l'étude : 04 août 2011 La qualité des rapports d'étude est de très bon niveau.	
PC.1: Etude préliminaire d'état des lieux sous forme d'inventaire routier visant à définir les travaux à réaliser	44 Km de voiries	44 Km de voiries	100 %	<ul style="list-style-type: none"> - L'inventaire routier visant à définir les travaux à réaliser a fait l'objet d'une validation (atelier lancement des études du 11 mai 2010) 	Oui
PC 2: Etude environnementales des zones et rues concernées permettant l'évaluation des impacts sur l'environnement (EIES)	1 Rapport EIE	1 Rapport EIE	100 %	<ul style="list-style-type: none"> - Cinq (5) arrondissements sont concernés par ces nouvelles infrastructures routières : Bodogodo : 15,6 Km Boulmiougou : 11,5 Km Nongremasson : 7,5 Km Sigh-Nonghin : 6,2 Km Baskuyi : 3,6 Km 	Oui
PC.3: Etude économique relative à la rentabilité des techniques de bitumage envisageables	1 Etude	1 Etude	100 %	<ul style="list-style-type: none"> - Les différentes études réalisées, tant sur les volets technico-économiques qu'environnementaux, ont concerné l'aménagement et le bitumage de 44,4 Km de voiries équipées de 85 Km de caniveaux de drainage pluvial et dotées d'éclairage public. 	Oui
PC.4: Etude de faisabilité technico économique (niveau APS)	1 rapport APS	1 rapport APS	100 %	<ul style="list-style-type: none"> - Les préconisations établies, dans le rapport d'évaluation des impacts sur l'environnement (EIES) ont fait l'objet d'une validation par le Bureau de vérification BUNED en février 2011 	Oui
PC.5: Etude de faisabilité technico économique (niveau APD)	1 rapport APS	1 rapport APS	100 %	<ul style="list-style-type: none"> - Les impacts potentiels ont été identifiés, et des mesures de mitigation proposées. - Des plans de gestion environnementale et sociale (PGES) ont été établis pour chacune des communes concernées ainsi que les budgets requis pour leur mise en œuvre. - Les budgets nécessaires pour la réalisation des travaux se montent à 69,5 milliards FCFA - Une démarche participative auprès des acteurs et représentants des communes concernées a été mise en œuvre. 	Oui
PC.6: Elaboration du dossier d'Appel d'Offre (DAO) afférent	1 dossier DAO	1 dossier DAO	100 %		Oui
Composante D : Renforcement des Capacités de la Mairie et des Acteurs locaux					
PD.1: Renforcement de la capacité institutionnelle de gestion des déchets des acteurs					Oui
- Formation des acteurs	6 cadres 1 groupe	6 cadres 1 groupe	100 %	<ul style="list-style-type: none"> - Selon la proposition de plan de formation qui a été validée par la FAE. - Six (6) cadres de l'UGP-PAQPO ont bénéficié de formations individuelles de haut niveau : <ul style="list-style-type: none"> - 3 cadres auprès de l'établissement 2IE - 1 cadre auprès de l'Université de Ouagadougou. - 1 cadre auprès de l'ENAREF en partenariat 	Oui

				avec l'Université de Laval (Québec) - 1 cadre auprès du SETYM à Casablanca (Maroc) - Une formation collective a été réalisée pour 16 chauffeurs (conduite/maintenance)	
- Visites Etudes Techniques	3 visites	3 visites	100 %	Réalisation de 3 voyages d'étude technique à Kumasi, Cotonou et Lomé. Total de 26 jours, 3 équipes concernées (total 27 personnels).	Oui
- Dotations en équipements	(NC) Confer liste des marchés en fournitures et équipements	(NC) Confer liste des marchés en fournitures et équipements	100 %	- Il n'a pas été mis à disposition, sous forme de récapitulatifs ou synthèses facilement accessibles, les informations permettant une évaluation détaillée de ce sous-volet. Cependant, ces dotations en équipements ont fait l'objet de passations de marchés dont la liste est parfaitement établie, attestant que ces dotations en équipements, principalement sous forme de matériels informatiques (hard + soft) et d'équipements de bureaux, ont été entièrement réalisées.	Oui
PD.2 : Mobilisation des ressources financières incluant la mise en place d'une ligne de crédit pour le renforcement des moyens des PME					
- Mobilisation Ressources	0%	100%	100%	Les deux rapports ont été validés par le bénéficiaire qui a jugé leur qualité satisfaisante. Les résultats consignés dans ces deux rapports (identification des partenaires financiers, indicateurs d'évaluation des impacts des investissements) ont été utilisés par le bénéficiaire pour plaider et préparer la table ronde des bailleurs de fonds	Oui
- Ligne crédit PME	0%	100%	100%		Non
Notes complémentaires concernant des activités liées au volet du renforcement des capacités de la Mairie et des PME					
Unité de Gestion du Projet (UGP) opérationnelle	L'UGP est mise en place conformément à l'accord de don	0	100%	Un coordonnateur du projet a été nommé le 03 juillet 2008 ; en date du 25 août 2008 a été créée une Cellule projet (UGP) par arrêté n° 2008-097/CO/SG. L'équipe de coordination fut complétée au 1° novembre 2008 avec la prise de service de l'agent comptable du projet. L'UGP a été appuyée par le Comité de Pilotage du projet qui a été mis en place pour assurer la cohérence du projet avec les institutions nationales et les partenaires (arrêté du 12 février 2009, portant création, composition, attributions et fonctionnement du comité de pilotage du Projet).	Oui
Nombre de rapports d'avancement trimestriels (RAT) et d'achèvement (RAP) par le Bénéficiaire du Projet	Un RAT produit à chaque trimestre Un RAP produit à la fin du projet	0	82%	8 rapports d'avancement trimestriels (sur dix N° de RAT référencés de 1 à 10) ont été préparés de façon régulière et un Rapport d'achèvement a été élaboré en Janvier 2013, soit 3 mois après la Table Ronde finale du Projet (novembre 2012).	Oui
Rapport de Table Ronde des bailleurs	Une Table Ronde	Table ronde des bailleurs organisée et rapport réalisé	100 %	Cette Table Ronde des Bailleurs s'est tenue le 12 novembre 2012 en présence de 3 Ministres, des Maires de Ouagadougou et d'arrondissements, des représentants des PTF (BAD, FAE, BM, AFD, BID, KFW, ONU Habitat), etc. Des supports promotionnels de haute qualité ont été élaborés (Plaquette triptyque du projet PAQPO, film).	Oui
Analyses de la gestion économique des déchets solides et dotations budgétaires	1 rapport évaluation et optimisation	1 rapport évaluation et optimisation	100 %	Une étude d'évaluation du schéma directeur de gestion des déchets a été réalisée par le Cabinet BGB Méridien. Ce cabinet a réalisé aussi l'étude sur l'Optimisation de la gestion des déchets portant sur l'analyse économique et financière de la gestion des déchets,	Oui

				solides permettant l'établissement d'un plan d'actions pour leur optimisation. Cette étude s'est déroulée de 30 septembre à 31 décembre 2011.	
Implication effective des communautés locales	Plusieurs réunions		100 %	L'implication des communautés a été remarquable lors des études des impacts environnementaux et sociaux (janvier-Juin 2010). Les communautés ont été également sollicitées lors des missions du BUNED pour la validation des EIES (février 2011-juin 2011).	Oui
Analyses portant sur le développement d'indicateurs et de moyens de vérification	NC	Système de monitoring pour le suivi/évaluation	0 %	Le rapport d'évaluation du projet a produit une analyse des indicateurs, un cadre logique d'intervention et fixé la méthode de suivi du projet. Cependant aucun manuel de suivi-évaluation du projet n'a été élaboré.	Non
Notation (voir méthodologie EER)*	Compte-rendu descriptive				
3	Sur un total de 15 cibles sur les produits du projet, 14 cibles ont été atteintes, et une cible partiellement atteinte concernant le taux d'engagement de financement des projets à la date d'évaluation et une activité non prise en compte (ligne de crédit pour les PME). Toutes les études d'impacts ont été réalisées conformément aux procédures de la BAD. Des études d'optimisation pour la gestion économique des déchets solides ont été réalisées. La participation des acteurs a été très forte et le renforcement des capacités de la Mairie peut être qualifié de plein succès. La réalisation moyenne des produits est de 96,67 %				

4. Notation de l'Objectif de développement (OD)¹

Notation de l'OD (à partir de l'EER actualisé)*	Compte-rendu descriptive (longueur maximale indicative: 250 mots)
3	Les progrès accomplis vers l'atteinte des objectifs de développement du Projet PAQPO sont très satisfaisants. Sur l'ensemble des cibles d'effets et de produits, une cible d'effet n'a pas été atteinte mais qui représente une tendance de réalisation très positive et deux cibles de produits seulement n'ont pas été atteintes. Les études réalisées dans le cadre du projet ont établi les axes majeurs pour le renforcement des infrastructures d'assainissement pluvial de Ouagadougou et ont posé le diagnostic de base pour la modernisation de la gestion des déchets solides de la capitale burkinabé. Les projets de travaux ont été développés au niveau APS et APD dans le cadre du projet, y inclus les DAO et études d'impacts environnemental et social afférents à leur mise en œuvre. Les résultats atteints par le projet représentent incontestablement un document de référence pour l'Etat et les Bailleurs de fonds qui investissent dans le secteur. Cette étude a entraîné un effet de levier pour 3 gros projets cofinancés par les Bailleurs de fonds et l'Etat Burkinabé.

5. Bénéficiaires (si nécessaire, ajouter d'autres lignes)

Réels (A)	Prévus (B)	Progrès vers la réalisation de la cible (% réalisé A/B)	% Femmes	Catégorie (par exemple, les agriculteurs, les étudiants)
Population de Ouagadougou (environ 2.073.000 habitants en 2013, soit + 10 % de la population totale du	Population de Ouagadougou : 2.073.000 habitants en 2013, soit + 10 % de la population totale avec une	100%	50 %	Activités de service, commerçants, hôtels, filières liées aux activités de maraîchage, renforcement de nouvelles filières d'activités liées à la

¹ Pour ce qui concerne les opérations utilisant l'ancien rapport de supervision et système de notation de SAP, la note de l'OD du PCR sera calculée en utilisant la méthodologie de l'EER.

pays ou + 46 % de la population urbaine du pays,) et plus particulièrement les populations des zones concernées.	projection à 3.500.000 habitants en 2025 (IRD 2009)			valorisation des déchets solides (collecte, tri, transformation) privilégiant le travail des femmes, création d'emplois pour les jeunes grâce au développement d'activités HIMO.
--	---	--	--	--

6. Effets imprévus ou additionnels (si nécessaire, ajouter d'autres lignes)

Description	Type (exemple. genre, changement climatique, aspect social, autres)	Positif ou négatif	Impact sur le projet (élevé, moyen, faible)
Au delà des populations des zones directement concernées, c'est principalement la qualité de l'environnement et de vie de la Capitale qui a profité du projet, à travers principalement la refonte du processus de gestion et de valorisation des déchets solides par le biais de l'extension et de la modernisation du CTVD de Polesgo. Suite à la réalisation des études du projet PAQPO, on peut également noter une réelle prise de conscience et implication des responsables communaux et des représentants des populations concernées sur les volets de l'assainissement, de l'hygiène et de la santé publique.	autre	positif	élevé
Les travaux de renforcement des infrastructures de drainage pluvial, dont en particulier l'aménagement du canal Mogho Naaba visant à réduire sensiblement les impacts des inondations sur les riverains, apportent une réponse tangible aux effets du changement climatique	Changement climatique	positif	élevé
L'optimisation et le renforcement de la gestion des déchets, incluant les processus de collecte, de tri sélectif et de valorisation de ces déchets devraient permettre l'émergence de nombreuses activités économiques dont les femmes pourraient être les principales bénéficiaires.	genre	positif	élevé
Les travaux de modernisation de 44 Km de voiries urbaines, dans 5 arrondissements, permettent à la fois le développement de nouvelles activités économiques (commerces, etc.), mais aussi la réduction des tensions sociales résultant d'une nette amélioration de la mobilité urbaine	social	positif	élevé
Le recours à des activités à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) pour la réalisation des travaux liés à la réalisation des trois projets majeurs (canal Mogho Naaba, travaux routiers et CTVD) devraient promouvoir l'emploi des jeunes et des femmes et contribuer ainsi à l'atteinte des objectifs de réduction de la pauvreté décrits dans le SCADD (2011-2015).	social	positif	élevé

7. Leçons tirées relativement à l'efficacité (si nécessaires, ajouter d'autres lignes)

Questions clés (5 maximum; si nécessaire, ajouter d'autres lignes)	Leçons tirées	Public cible
1 - L'implication d'un Leadership politique est un facteur majeur de mobilisation des financements	1. L'organisation de la Table Ronde des Bailleurs a connu une forte mobilisation des Acteurs Gouvernementaux (3 Ministères représentés : Ministère de l'Economie et des Finances, Ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité, Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique), qui ont su faire passer le message par un effort soutenu et régulier d'information et de plaidoyer préalables sur l'importance du secteur de l'assainissement aussi bien auprès des Bailleurs de fonds qu'auprès des principales ONG. La mobilisation de fonds pour les	FAE / Gouvernement / Mairie de Ouagadougou

	investissements nécessaires est en partie réussie grâce à cette implication très forte des représentants de la Mairie de Ouagadougou.	
2 – L’existence d’une Maîtrise d’Ouvrage forte constitue un élément crucial pour conforter l’atteinte des objectifs du Projet et assurer sa durabilité.	L’émergence d’une Maîtrise d’Ouvrage forte, représentée par la constitution d’une Equipe Projet (UGP) préparée en termes de formation ad-hoc et soutenue en matière d’équipements est indispensable pour la réussite des activités du Projet et sa durabilité. Cette notion de Maîtrise d’Ouvrage forte doit s’inscrire dans une démarche participative et collaborative avec l’ensemble des parties prenantes.	FAE / Gouvernement / Mairie de Ouagadougou
3 - La réalisation d’études d’impact environnemental et social est déterminante pour l’implication des PTF.	Les aspects environnementaux et surtout sociaux liés au déplacement des populations doivent être étudiés avec soin afin de donner une vision globale de l’ensemble des impacts et contraintes du projet. Ces études constituent un préalable à l’intéressement des bailleurs de fonds pour s’inscrire dans la mise en œuvre des projets.	FAE / Gouvernement

C Efficience

1. Respect du calendrier

Durée prévisionnelle – année (A) (selon le REP)	Délai réel d’exécution – année (B) (depuis l’entrée en vigueur du 1er décaissement)	Délai prévu par rapport au délai réel d’exécution (A/B)	Notation *
20 mois	39 mois	51 %	2

Compte-rendu (longueur maximale indicative : 250 mots)

La durée initiale de mise en œuvre du projet était prévue sur + 20 mois (à compter de la date de mise en vigueur du don soit le 14 mai 2008) et le réel s’est fait sur + 39 mois. De manière très synthétique, la phase de lancement des études, prévue initialement à + 10 mois a été finalisée à + 14 mois, soit 4 mois de retard, et la validation des études, prévue initialement à + 20 mois, n’a eu lieu qu’à + 35 mois, soit 15 mois de décalage (soit le 04 août 2011).

De fait, les durées de mise en œuvre des trois études principales ont été assez proches des estimations initiales : i) pour l’extension du CTVD, 4 mois de décalage entre le prévisionnel et le réalisé, ii) pour le canal Mogho Naaba, 4 mois de décalage entre le prévisionnel et le réalisé, iii) pour les travaux routiers, 2 mois de décalage entre le prévisionnel et le réalisé. D’après les informations mises à disposition, c’est la composante relative au renforcement des capacités des acteurs qui a fait l’objet des glissements les plus importants entre prévisionnel et réalisé (entre 13 et 16 mois selon les activités).

Il doit également être pris en compte le « décalage initial » d’environ 8 mois résultant des difficultés liées aux aspects de premier décaissement. Le 2° et dernier décaissement a eu lieu en Mai 2011, et au final la Table Ronde a eu lieu le 12 novembre 2012.

2. Efficience de l’utilisation des ressources

Pourcentage moyen de la réalisation matérielle des produits du CLAR financés par tous les financiers (A) (voir II.B.3)	Taux d’engagement (%) (B) (voir tableau 1.C – Total taux d’engagement de tous les bailleurs de fonds)	Pourcentage moyen de la réalisation matérielle par rapport au taux d’engagement (A/B)	Notation *
96,67 %	96,74 %	99,93 %	3

Compte-rendu (longueur maximale indicative : 250 mots)

L’efficience de l’utilisation des ressources est satisfaisante. Le projet a, très majoritairement, réalisé les produits escomptés dans les limites du budget disponible.

Le taux de décaissement est de 100%, le solde de 13.021.606 F CFA ou 19.851 € (représentant 3,1 % du montant du don arrêté au 31 Mai 2013), représente le reliquat de fonds non utilisé qui serait à restituer à la FAE, d’où un taux d’engagement net de 96,74 %.

L’objectif majeur de renforcement des capacités de la Mairie de Ouagadougou dans le domaine de la Maîtrise d’Ouvrage et de la gestion de projets est pleinement atteint avec la réalisation des visites d’études (3 pays visités), et la mise en œuvre d’un important programme de formations individuelles et diplômantes couvrant les principales spécialités et technicités requises, ainsi que d’action de formation collective.

Globalement, les objectifs de durabilité visés par le projet PAQPO sont largement atteints avec l’émergence d’une Maîtrise d’Ouvrage

forte s'inscrivant dans une stratégie cohérente de modernisation des infrastructures urbaines et sous-tendue par une forte implication des acteurs et responsables locaux.

3. Analyse coût-avantage

Taux de rentabilité économique (à l'approbation)	Taux de rentabilité économique actualisé (à l'achèvement)	Notation *
N/A	N/A	N/A
Compte-rendu descriptive (longueur maximale indicative : 250 mots)		
N/A		

4. État d'avancement de l'exécution (IP)²

Notation de l'EE (tirée de l'EER actualisé) *	Compte-rendu descriptif (commenter spécifiquement les rubriques de l'EE qui ont obtenu une note insatisfaisante ou très insatisfaisante, selon le tout dernier EER). (longueur maximale indicative : 500 mots)
4	<p>La notation moyenne est de 3,67 ; ce score démontre qu'une grande majorité des procédures de gestion du projet PAQPO ont été conduites de manière très satisfaisante. Comme cela a déjà été indiqué, il s'agit d'un excellent résultat si l'on prend en compte le fait que l'Unité de Gestion de Projet, créée à cet effet, n'avait que peu d'antériorité en termes de Management de projet de grande ampleur, ou encore peu d'expérience acquise en matière de Maitrise d'Ouvrage. L'état d'avancement de l'exécution du projet est globalement satisfaisant. Toutes les clauses du contrat ont bien été respectées, et notamment les conditions du premier décaissement malgré les difficultés rencontrées pour l'ouverture d'un compte en €.</p> <p>Les rapports d'avancement trimestriels ont bien été remis (a priori 8 N° sur 10) et le projet a été réalisé en collaboration rapprochée avec le Task Manager de la FAE. Les services de plusieurs consultants ont été acquis suivant les règles et procédures de la banque. L'étude a été mise en œuvre par une UCP appuyée par un comité de suivi et un adjoint au Coordonnateur du projet au niveau de la Mairie de Ouagadougou. Les délais de réalisation des multiples études ont été accélérés et leurs résultats ont été examinés et validés dans le cadre d'ateliers qui ont regroupés les principaux acteurs et responsables locaux concernés.</p> <p>Les formations individuelles et parfois de longues durées (type Master) des membres de l'unité de coordination du projet n'ont été finalisées qu'en deuxième partie de projet ; une anticipation de ce volet aurait sans doute permis d'optimiser la mise en œuvre du projet.</p> <p>En conclusion, la mise en place des outils et le renforcement des capacités de passation des marchés, de gestion financière et de suivi-évaluation, dès le démarrage du projet aurait pu faire gagner à l'UCP en efficacité et efficience.</p>

5. Enseignements tirés relativement à l'efficience

Questions clés (5 maximum; si nécessaires, ajouter d'autres lignes)	Enseignements tirés	Public cible
1. Formation des responsables de l'unité de coordination du projet aux procédures de la BAD	1. Il s'avère indispensable de former le coordonateur de projet et le comptable dès le démarrage du projet aux méthodes et procédures d'instructions du Projet. Ces formations doivent viser la mise en place de l'instrumentation permettant le pilotage d'une bonne mise en œuvre, en particulier les manuels de procédure et le plan de suivi-évaluation. Au-delà, la formation spécifique dès le départ du projet des autres membres de l'équipe de l'UGP permettrait de renforcer significativement l'efficience collective de travail (il s'agit avant tout d'un travail d'équipe).	FAE
2. La création d'outils de monitoring et reporting spécifiques, sous forme de synthèse dynamique.	L'élaboration d'outils complémentaires de suivi et évaluation dynamique des principales composantes	FAE

² Pour ce qui concerne les opérations utilisant l'ancien rapport de supervision et système de notation de SAP, la note de l'EE devra être convertie de l'échelle de 0 à 3 utilisée dans SAP à celle de 1 à 4 utilisée dans le EER

	du projet, visant à réaliser un reporting synthétique, sous <u>forme continue</u> , de mise en œuvre des activités et résultats atteints, y inclus leurs datations chronologiques aux fins d'identifier les éventuels écarts, constituerait sans nul doute une aide précieuse dès lors que ce système de monitoring inclurait en amont les indicateurs d'efficacité utilisés pour l'évaluation finale.	
3. Mise en œuvre concomitante de plusieurs activités	Cette situation a été affrontée dans le cadre du projet PAQPO qui comportait plusieurs études majeures (trois au minimum). Cette éventuelle difficulté a été parfaitement maîtrisée par l'UGP. Les dates de validation des différentes phases des études (APS, APD, DAO) doivent être organisées selon une planification dynamique « au plus court terme », permettant de concentrer les efforts sur les seules activités en suspens.	FAE

D Durabilité

1. Viabilité financière

Notation *	Compte-rendu descriptif (longueur maximale indicative : 250 mots)
3	<p>Le projet a permis de mobiliser des fonds importants pour la modernisation d'infrastructures majeures visant au développement économique et social de la capitale Ouagadougou : i) l'amélioration de la gestion des processus de collecte des déchets solides ainsi que le renforcement significatif des capacités de traitement et valorisation des déchets urbains ; ii) l'extension et la modernisation de près de 44 Km de voiries urbaines équipées d'éclairage et de drainage pluvial, sur 5 secteurs de la ville, qui devraient permettre une amélioration significative de la mobilité urbaine tout en réduisant les impacts des tensions existantes sur ce volet ; iii) une protection sensiblement améliorée de la capitale contre les inondations pluviales résultants des effets combinés des changements climatiques et de l'imperméabilisation des sols.</p> <p>La tenue de la Table Ronde de novembre 2012 a permis d'intéresser plusieurs bailleurs, y inclus de nouveaux partenaires financiers (UN Habitat par exemple). Sur un montant programmé de 90,5 milliards de FCFA, plus de 46 milliards sont déjà mobilisés.</p> <p>La consultation des dossiers techniques par différentes parties prenantes apporte une valeur ajoutée au projet et la mise en œuvre des financements bénéficie d'une planification des travaux en plusieurs projets techniquement fonctionnels. La viabilité financière nécessite par ailleurs, la mise en place d'une plateforme regroupant l'Etat, la Mairie, les Communes et les bailleurs, chargée de coordonner les actions de mobilisation des fonds et le suivi de l'exécution des projets, comme recommandé par la Table ronde.</p>

2. Durabilité institutionnelle et renforcement des capacités

Notation *	Compte-rendu descriptif (longueur maximale indicative, 250 mots)
4	<p>Le projet a connu une excellente représentation et implication des Responsables et Acteurs locaux, en particulier pour le choix des solutions techniques et la réussite de la Table Ronde des bailleurs de fonds. Il a permis d'ancrer le rôle de ces partenaires dans le développement du secteur de l'aménagement urbain, de l'hygiène et de gestion des déchets solides.</p> <p>Le Projet PAQPO a directement contribué au renforcement des capacités de la Mairie de Ouagadougou, en particulier ses composantes opérationnelles représentées par la DGSTM et la Direction de la Propreté.</p> <p>Les visites d'études réalisées par les personnels de la Mairie en charge des composantes du projet PAQPO leur ont permis de s'approprier les expériences acquises par plusieurs capitales africaines (Cotonou, Lomé, Koumassi).</p> <p>Les formations individuelles de haut niveau, qui ont été suivies par six membres de l'équipe projet, ont permis à la Mairie de créer et constituer une véritable « task force » en matière de Maîtrise d'Ouvrage ; les nombreuses dotations en équipements informatiques (hard et soft) ont permis à la Mairie d'être mieux outillée pour le management de projet.</p> <p>Au-delà des formations, le projet a été à l'origine d'une vraie prise de conscience des enjeux et problématiques d'aménagement urbain, dont en particulier le volet relatif à la gestion des déchets solides.</p> <p>Avec le recours prévu d'activités à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) ainsi que le déploiement de nouvelles filières économiques centrées sur la collecte, le tri et la valorisation des déchets solides qui devraient largement bénéficier aux</p>

jeunes et aux femmes, le projet PAQPO s'inscrit pleinement au service de la stratégie SCADD.

3. Appropriation et durabilité des partenariats

Notation *	Compte-rendu descriptif (longueur maximale indicative : 250 mots)
3	<p>Un comité de suivi a été mis en place pour la validation de l'ensemble des produits remis par les Consultants. Parmi les parties prenantes ayant contribué à ce suivi de projet, on citera :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Ministère de l'Economie, et des Finances; • Le Ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité ; • Le Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique ; • La Mairie de Ouagadougou ; • Les Services opérationnels tels que : la Direction Générale des Services Techniques (DGSTM) et la Direction de la Propreté ; • Les représentants des communes concernées par les études et travaux ; • De multiples représentations et/ou associations de riverains ou d'utilisateurs (associations de maraîchers par exemple) lors des études d'impact environnemental et social ; • Etc. <p>L'implication de toutes les parties a été importante tout au long du projet, permettant une très bonne appropriation des résultats. Cependant, il semble que seul le secteur privé (PME par exemple) n'ait pas été pleinement associé au projet.</p>

4. Durabilité environnementale et sociale

Notation *	Compte-rendu descriptif (longueur maximale indicative : 250 mots)
4	<p>Du point de vue environnemental et social, le projet PAQPO est classé dans la catégorie 1, au regard de la nature des travaux à entreprendre, de la taille et de l'envergure du projet, ainsi que de ses effets potentiels directs et indirects. La composante «Assainissement pluvial dans le bassin versant du Nabouli» de ce projet vise à améliorer les conditions environnementales, socio-économiques et sanitaires des populations par une régulation de l'évacuation des eaux de ruissellement vers l'exutoire afin de réduire les inondations récurrentes qui continuent à sévir dans ces quartiers de la ville. L'exécution de cette composante nécessite l'expropriation pour cause d'utilité publique, de constructions, de terres, de cultures maraîchères et d'arbres le long de l'emprise du canal (lit du canal et servitudes).</p> <p>Conformément à la politique de la BAD en matière de déplacement involontaire des populations, le Gouvernement Burkinabè doit élaborer un Plan d'indemnisation et de Réinstallation (PIR) des personnes affectées par le projet (PAP). Le PIR définit les principes et les modalités de mise en place des actions d'indemnisation et de réinstallation des personnes affectées par le projet, et établit un budget approximatif et un chronogramme indicatif pour sa mise en œuvre. Ses objectifs sont de: (i) minimiser, autant que possible, les déplacements involontaires; (ii) éviter dans la mesure du possible la destruction de biens et (iii) indemniser les personnes affectées pour compenser la perte de parcelles d'habitation, de terres agricoles, de bâti et d'équipements, ainsi que la perte de revenus.</p> <p>Les autres composantes majeures du PAQPO, relatives à la modernisation et l'extension du CTVD ainsi qu'à l'aménagement de 44 Km de voiries modernes desservant 5 secteurs de la capitale, ont fait l'objet d'études d'impact environnemental et social très minutieuses dont les conclusions et préconisations ont fait l'objet de validation (04 août 2011).</p>

5. Enseignements tirés relativement à la durabilité

Questions clés (5 maximum; si nécessaire, ajouter d'autres lignes)	Enseignements tirés	Public cible
1. Renforcement des capacités	1.Des activités de renforcement des capacités au profit des Directions opérationnelles de la Mairie (DGSTM, Direction de la Propreté) sont à continuer à travers la formation à la gestion des projets et à travers l'assistance technique, pour améliorer la qualité de plaidoyer, planification et suivi de la mise en œuvre des projets.	Mairie Directions Opérationnelles
2. Engagement des Communes	2.Il est indispensable que les différentes communes concernées par le projet PAQPO s'engagent sur les plans humain et financier, pour soutenir les politiques d'aménagement urbain de la grande métropole de Ouagadougou et pour accompagner les stratégies de développement économique et	Gouvernement Mairie Communes ONG diverses

	social, par exemple sur la gestion des déchets solides dont le succès ne peut résulter que d'un effort collectif et continu de la part des populations et de leurs représentants.	
3. Implication du secteur privé	3. Les petits opérateurs privés, à travers le tissu des PME, jouent souvent un rôle essentiel dans le développement et l'amélioration des services publics dans un cadre urbain. Il est donc important de les associer à la réflexion sur les nouvelles stratégies de gestion de ces services, afin de garantir leur adhésion et la réussite du changement. En complément, les intervenants du secteur informel ont l'avantage d'apporter une grande adaptabilité et flexibilité dans l'évolution et l'accompagnement de ces processus. Par exemple, leur rôle dans la chaîne complexe constituée par la collecte, le tri sélectif et la valorisation des déchets solides urbains, est aujourd'hui totalement démontré.	Tissu des PME
4. Implication des ONG et du secteur associatif	4. La durabilité économique et sociale du projet PAQPO est largement dépendante de l'adhésion et de la participation du secteur associatif et/ou ONG spécialisées. C'est, par exemple, les filières de collecte et de tri sélectif des déchets, ainsi que celles de leurs valorisations; c'est également l'exemple des associations de maraîchers, etc.	Secteur associatif ONG spécialisées
5. Mise en place de plateforme des bailleurs de fonds pour la coordination et le suivi des engagements	5. Comme en témoigne l'excellente tenue de la Table Ronde de novembre 2012, la coordination des PTF est essentielle pour une mobilisation optimale des fonds et la mise en œuvre d'un suivi concerté des projets stratégiques. Avec le soutien de plaidoyer du Gouvernement, cette coordination constitue le nécessaire relais vers les bailleurs non représentés et les autres institutions de l'Etat.	Gouvernement et Bailleurs de fonds

III Performances des parties prenantes

A Pertinence

1. Performance de la Banque

Notation *	Compte-rendu descriptif sur la performance (tant quantitative que qualitative, en fonction des informations disponibles) de la Banque, à insérer par l'emprunteur. Voir la note d'orientation sur les questions à aborder. (longueur maximale indicative : 250 mots)
3	<p>La banque a veillé à la bonne exécution des études afférentes au projet PAQPO et au respect de ses règles et procédures en matière d'acquisition. Elle a contribué à la forte implication des différentes parties prenantes et l'appropriation du projet par ces dernières. Elle a apporté ses conseils et préconisations en matière de gestion et suivi des activités du projet.</p> <p>Pendant toute la durée du projet, la banque a réalisé 4 missions de supervision (août 2009, 09-21 août 2010, 03-19 août 2011, 06-13 juillet 2012) et elle a participé à tous les ateliers de lancement ou de validation prévus et à la table ronde des Bailleurs de Fonds. L'audit à mi-parcours a été réalisé par le cabinet AMCS dans le cadre du projet dont les résultats ont été jugés acceptables par la Banque en date du 30 septembre 2011. Cependant, la Banque ne s'est pas assurée de la mise en place d'un plan de suivi-évaluation.</p> <p>Dans le cadre de l'exécution du Projet PAQPO, un audit a été conduit par le Cabinet AMCS dont les résultats ont été jugés acceptables par la Banque en date du 30 septembre 2011.</p> <p>La Banque a pris des dispositions exceptionnelles pour faciliter l'exécution du projet, comme par exemple : i) l'acceptation du rapport d'Audit malgré quelques réserves minimales émises sur les états financiers et l'état de trésorerie du compte spécial ou (ii) L'acceptation d'une prorogation concernant la date de clôture du projet au 31 décembre 2012 pour permettre la tenue de la Table Ronde.</p> <p>L'emprunteur a indiqué que le projet a été réalisé en collaboration permanente et avec l'appui de la FAE. L'UGP est très</p>

satisfaite de l'accompagnement du projet par la Banque. A noter cependant que les formations individuelles des membres de cette équipe ont eu lieu plutôt en deuxième partie du projet (période se situant durant 2011 environ) alors que la date de démarrage initial du projet était prévue en mai 2008. Une anticipation aurait sans doute permis plus de réactivité/efficacité.	
Commentaires à insérer par la Banque sur sa propre performance (tant quantitative que qualitative, en fonction des informations disponibles). Voir la note d'orientation sur les questions à aborder. (longueur maximale indicative : 250 mots)	
Questions clés (liées à la performance de la Banque, 5 maximum; si nécessaire, ajouter d'autres lignes)	Enseignements tirés
1. Formation de l'équipe de coordination du projet aux procédures BAD	1. Il est nécessaire de former le coordonateur de projet et le comptable aux procédures de la BAD/FAE dès le début du projet. Cette formation est importante pour une bonne gestion du projet.
2. Elaboration d'outils et supports de reporting en lien direct avec les nouvelles procédures de suivi-évaluation la BAD	2. Dans l'objectif de renforcer la qualité et la précision des opérations de suivi-évaluation en dynamique de mise en œuvre des projets, il pourrait s'avérer pertinent de créer des tableaux de bord incluant, dès le départ, les indicateurs et critères de mesure de l'efficacité globale des projets. Des outils de synthèse viendraient renforcer la supervision, en mettant l'accent, entre autres, sur la chronologie des faits (datation des événements). Enfin, toute évaluation ou opération de validation devrait faire l'objet d'un compte rendu précisant en particulier la liste des participants.
3. Appui constant et supervision régulière	3. Le Task Manager et le Coordonateur de projet ont été en lien permanent tout au long du projet via email, courriers et visites de supervision. Toutes les décisions ont été prises de manière collégiale, ce qui a contribué à l'efficacité du projet.

2. Performance de l'emprunteur

Notation *	Compte-rendu descriptif sur la performance (tant quantitative que qualitative, en fonction des informations disponibles). Voir la note d'orientation sur les questions à aborder. (longueur maximale indicative : 250 mots)
3	L'engagement politique et l'appropriation du Projet par l'emprunteur ont été très importants. Le gouvernement et la Mairie ont assuré une préparation et une mise en œuvre du projet de qualité. Les Ministres de l'Economie et des Finances, de l'Agriculture et de l'Hydraulique, de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et Sécurité ainsi que le Maire de la Capitale se sont fortement impliqués dans l'organisation de la Table Ronde des Bailleurs qui a été un des succès du projet, et dans la mobilisation des partenaires financiers. L'emprunteur a respecté l'intégralité de ses engagements contractuels vis à vis de la Banque. Il a veillé tout au long du projet à impliquer, selon une démarche participative et collégiale, l'ensemble des parties prenantes aux décisions prises, et à la validation des produits réalisés par les différents consultants. Le suivi, par l'UCP, de la mise en œuvre des composantes du projet PAQPO a été très satisfaisant. Cependant, la durée d'exécution globale des activités du projet PAQPO a été sensiblement plus importante que celle initialement envisagée (39 mois versus 20 mois). Cette observation résulte principalement d'un retard au démarrage lié à la mise à disposition effective du premier décaissement, ainsi que de la réalisation d'études complémentaires de type EIES et des formations individuelles.
Questions clés (liées à la performance de l'emprunteur, 5 maximum ; si nécessaire, ajouter d'autres lignes)	Enseignements tirés
1. Importance d'un Leadership national	1 La forte implication du Ministre de l'Economie et des Finances, avec le soutien important apporté par les Ministres de l'Agriculture et de l'Hydraulique, et de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et Sécurité ainsi que du Maire de Ouagadougou, a largement contribué au succès de la Table ronde des Bailleurs et la mobilisation des fonds pour le financement des projets, aussi bien en interne au gouvernement Burkinabé qu'auprès des Bailleurs de fonds. Ce leadership est d'autant plus important qu'il représente, avec la DGCOOP, le catalyseur pour l'intervention continue de la plateforme de coordination et de suivi et des Bailleurs de fonds

2 Appropriation et inclusion des parties prenantes	2 L'Unité de coordination a veillé tout au long du projet à impliquer l'ensemble des parties prenantes pour la validation des produits réalisés par le consultant et le choix des projets à développer. Les parties prenantes ont également été impliquées dans les actions de formation
--	--

3. Performances des autres parties prenantes

Notation *	Compte-rendu descriptif sur la performance des autres parties prenantes, y compris les cofinanciers, les entrepreneurs et les prestataires de service. Voir la note d'orientation sur les questions à aborder. (longueur maximale indicative : 250 mots)	
4	<p>Les Consultants ont répondu aux besoins de l'Emprunteur de manière très satisfaisante. Les études prévues par le projet PAQPO ont été réalisées par :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Le Groupement CAEM/MEMO pour le volet relatif à l'extension et modernisation du CTVD de Polesgo, incluant l'élaboration de dossiers APS, APD et DAO ; ⇒ Le Groupement EMERGENCE/CETIS pour le volet relatif à l'aménagement amont du canal Mogho Naaba, incluant l'élaboration de dossiers APS, APD et DAO ; ⇒ Le Groupement CINTECH/CONSULT pour le volet relatif aux études routières et de drainage pluvial, incluant l'élaboration de dossiers APS, APD et DAO <p>Chacune de ces composantes ont fait l'objet d'études additionnelles portant sur les aspects d'évaluation des impacts environnemental et social dont les résultats et recommandations ont fait l'objet de validation par le l'organisme certifié BUNED.</p> <p>Dans le cadre de ces études, les investigations suivantes ont été déployées :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Etude CTVD Polesgo : étude de faisabilité APS, étude d'impact EIES, études techniques détaillées APD, dossier d'appel d'offre DAO et étude de fermeture des décharges sauvages existantes ⇒ Etude canal Mogho Naaba : étude de faisabilité APS, études géologiques et géotechniques, étude d'impact EIES, études techniques détaillées APD, dossier d'appel d'offre DAO ⇒ Etude de travaux routiers et drainage : étude de faisabilité APS, étude d'impact EIES, études économiques, études techniques détaillées APD, dossier d'appel d'offre DAO <p>Grâce au recours à des procédures d'appel d'offres privilégiant le regroupement d'expertise reconnues et faisant appel à des consultants nationaux connaissant parfaitement la zone d'intervention du projet, il doit être acté que les études produites par les Consultants susmentionnés sont de très bonne qualité et ont été conduites dans des délais serrés afin de respecter au mieux l'échéancier prévisionnel initial.</p> <p>Concernant plus particulièrement la composante relative à l'aménagement de l'amont du Canal Mogho Naaba, une difficulté majeure à aborder est l'expropriation des habitants situés sur les berges du canal (zones inondables). Cette problématique a été soigneusement prise en compte par le Consultant sous la forme d'un PGES dont les conclusions ont été validées lors de la mission d'évaluation du BUNED.</p> <p>Suite à ces études un plan de d'indemnisation et de réinstallation (PIR) des populations concernées est en cours de préparation.</p>	
Questions clés (liées à la performance des autres parties prenantes, 5 maximum ; si nécessaire, ajouter d'autres lignes)	Enseignements tirés (5 maximum)	Public cible (pour les leçons tirées)
1. Sélection des projets sur la base d'un comparatif technico-économique	1. Il est important de choisir les projets les plus pertinents à réaliser sur la base d'un comparatif technico-économique. Les choix intuitifs ne sont pas forcément les plus pertinents.	Consultant, Coordonateur, Task Manager
2. Etude des projets de travaux sous les angles techniques, économiques, mais aussi environnementaux et sociaux	2. Sur des projets sensibles impliquant des procédures d'expropriation, les études d'impacts sociales proposant des solutions de dédommagement et de relogement sont indispensables pour donner de la crédibilité au projet. Du point de vue environnemental et social, le projet PAQPO est classé dans la catégorie 1, au regard de la nature des travaux à entreprendre, de la taille et de l'envergure du projet, ainsi que de ses effets potentiels directs et indirects. En particulier, l'exécution de la Composante « Assainissement pluvial dans le bassin du Nabouli » nécessite l'expropriation pour cause d'utilité publique, de constructions, de terres, de cultures maraichères et d'arbres le long de l'emprise du canal (lit du canal et servitudes). Conformément à la politique de la Banque en matière de déplacement involontaire des populations, un Plan d'indemnisation et de Réinstallation (PIR) des personnes affectées	Consultant, Coordonateur, Task Manager

	<p>par le projet (PAP) est donc mis en œuvre.</p> <p>La portée de ce PIR prend en compte les 3 objectifs suivants : (i) minimiser, autant que possible, les déplacements involontaires; (ii) éviter dans la mesure du possible la destruction de biens et (iii) indemniser les personnes affectées pour compenser la perte de parcelles d'habitation, de terres agricoles, de bâti et d'équipements, ainsi que la perte de revenus.</p> <p>Afin de remédier aux impacts sociaux-économiques et environnementaux inhérents à ces travaux d'aménagement, la préparation du PIR a pris en compte un ensemble de démarches, conduites selon une approche participative auprès des personnes affectées par le projet (environ 300 ménages et 1.500 personnes) afin d'éviter d'éventuelles contestations.</p> <p>En particulier, on citera la réalisation d'un inventaire exhaustif des PAP incluant, pour chaque catégorie de situations rencontrées, une évaluation précise des pertes et dommages occasionnés. Ces préjudices pouvant être soit de nature matérielle soit de nature immatérielle, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Matérielle : pertes d'habitations, pertes de revenus, etc. ▪ Immatérielle : traumatismes, dislocation du socle social, etc. 	
--	---	--

IV Synthèse des principaux enseignements tirés et recommandations

1. Principaux enseignements tirés

Questions clés (5 maximum; si nécessaire, ajouter d'autres lignes)	Principaux enseignements tirés	Target audience
1. Alignement du projet avec la stratégie sectorielle et mise en cohérence et en synergie avec les actions de développement en cours ou projetés.	1. Le projet est parfaitement en ligne avec les OMD pour les secteurs de l'eau et de l'assainissement et la stratégie SCADD 2011-2015 élaborée par les Autorités Burkinabé, en lien avec les besoins réels du Pays. La mise en cohérence, sur le registre global de l'aménagement urbain, en vue de développement de synergies avec les actions de développement en cours ou projetées doit faire partie intégrante de la formulation du projet.	Gouvernement FAE
2. Planification participative, appropriation et inclusion des parties prenantes	2. Les choix et priorisation des solutions techniques ou des thèmes de formation sont à faire sur la base d'une analyse multicritères intégrant les dimensions techniques, économiques et environnementales. L'UGP a veillé tout au long du projet à impliquer l'ensemble des parties prenantes, en particulier les Mairies pour la validation des produits réalisés par les consultants et les choix des projets à développer. Ce qui est à même de faciliter leur appropriation et leur adhésion futures au projet.	Gouvernement Mairie / UGP FAE
3. La réalisation d'études d'impact environnemental et social et de plan de réinstallation peut être déterminante.	3. L'étude technique d'un projet ne suffit pas à son appropriation par les Bailleurs de fonds. Les aspects environnementaux et surtout sociaux liés au déplacement des populations doivent être étudiés afin de donner une vision globale de l'ensemble des impacts et contraintes du projet. La réalisation d'étude de Plan d'Indemnisation de Réinstallation (PIR) conformément aux politiques opérationnelles des donateurs et à la réglementation du pays est nécessaire pour faciliter le financement des bailleurs de fonds des projets affectant sensiblement la population.	Gouvernement FAE
4. L'émergence d'un Leadership politique et la mise en place de plateforme des bailleurs de fonds est significative pour la durabilité du projet	4. La mobilisation de fonds dans le cadre de la table ronde des bailleurs de fonds pour la construction des infrastructures préconisées est en partie réussie grâce à l'investissement collégial de plusieurs Ministères dont en premier lieu le Ministère des Finances avec la DGCOP. Ce leadership fort est d'autant plus important que le processus de soutien et de plaidoyer doit continuer, notamment dans le cadre de la plateforme de coordination et de suivi des engagements qui constitue aussi le nécessaire relais vers les bailleurs non représentés et les autres institutions de l'Etat.	Gouvernement Mairie FAE

5. Implication du secteur privé pour une meilleure efficacité et durabilité du projet.	5. Les petits opérateurs privés, représentant le tissu des PME locales, jouent souvent un rôle important dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et des déchets en milieu urbain. L'intégration de ces acteurs privés est donc fondamentale pour atteindre les objectifs économiques et surtout sociaux visés par le projet PAQPO, en particulier la création d'emplois pour les jeunes et le développement du travail des femmes. Le soutien qui doit être apporté à ces intervenants passe par des actions de formation et des incitations financières (ligne de crédit)	Gouvernement PME FAE
6. Renforcement des capacités en Maîtrise d'Ouvrage	6. Il s'agit d'un des effets majeurs du projet PAQPO. Les importantes actions de formation, les visites d'études, le recrutement et la constitution d'une UGP formée aux méthodes de gestion de projet et outillée en matériels informatiques et logiciels ad-hoc ont contribué significativement à créer une capacité de Maîtrise d'Ouvrage forte au sein des Directions opérationnelles de la Mairie (DGSTM et Direction de la Propreté). En complément, il est indispensable de former le coordonateur de projet et le comptable dès le démarrage du projet. La réussite de cette formation est liée aussi à la mise en place de l'instrumentation constitutive d'une bonne mise en œuvre, en particulier les manuels de procédure, les méthodes et outils de reporting ainsi que le plan de suivi-évaluation	FAE

2. Principales recommandations (en mettant un accent particulier sur la garantie de la durabilité des avantages du projet)

Questions clés (10 maximum; si nécessaire, ajouter d'autres lignes)	Principale recommandation	Responsable	Délai
1 Implication du secteur privé représenté par le tissu des PME locales ; développement de l'emploi dans un cadre entrepreneurial	1 Il est important d'associer les PME locales à la réflexion sur les nouvelles stratégies de gestion des infrastructures urbaines pour garantir leur appropriation et adhésion à la mise en œuvre d'opérations d'aménagements urbains et au développement ou création de nouveaux services publics. Les modalités d'intervention du secteur privé doivent favoriser l'emploi des jeunes par le recours systématique à des techniques à haute intensité de main d'œuvre. Des outils financiers d'incitation doivent être créés à cet effet, par exemple la mise en place d'une ligne de crédit.	Gouvernement Ministères	immédiat
2 Développement de partenariats avec les ONG spécialisées et/ou les Associations en particulier de femmes	2 Les associations de femmes et ONG locales jouent un rôle important dans les secteurs de l'assainissement et des déchets en milieu urbain, en particulier en ce qui concerne le secteur de la propreté, la collecte sélective et la valorisation des déchets solides.	Gouvernement Ministères Mairie	immédiat
3 Politique et stratégie d'aménagement urbain de la capitale	3 La capitale Ouagadougou est confrontée à de nombreux défis dans le cadre de sa politique d'aménagement urbains afin de maîtriser l'augmentation rapide de sa population (projection de 3,5 millions d'habitants à l'horizon 2025). Il convient donc d'actualiser en permanence les schémas directeurs de développement et d'aménagement urbains	Gouvernement Ministères	Actions permanentes

V Notation globale du RAP

Volets et critères	Notation*
VOLET A : PERTINENCE	4
Pertinence de l'objectif de développement du projet (II.A.1)	4
Pertinence de la conception du projet (II.A.2)	4
VOLET B : EFFICACITÉ	3
Objectif de développement (OD) (II.B.4)	3
VOLET C : EFFICIENCE	3
Respect du calendrier (II.C.1)	2
Efficacité de l'utilisation des ressources (II.C.2)	3
Analyse coût-avantage (II.C.3)	N/A
État d'avancement de l'exécution (IP) (II.C.4)	4
VOLET D : DURABILITÉ	4
Viabilité financière (II.D.1)	3
Durabilité institutionnelle et renforcement des capacités (II.D.2)	4
Appropriation et durabilité des partenariats (II.D.3)	3
Durabilité environnementale et sociale (II.D.4)	4
NOTE GLOBALE DE L'ACHEVEMENT DU PROJET	4

VI Sigles et abréviations

Sigle (si nécessaires, ajouter d'autres lignes)	Description
AEAA	Agence de l'Eau et de l'Assainissement pour l'Afrique (ex-CREPA)
AFD	Agence Française de Développement
ANO	Avis de Non Objection
APS	Avant Projet Sommaire
APD	Avant Projet Détaillé
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BID	Banque Islamiste de Développement
BUNED	Bureau National des Evaluations Environnementales et de Gestion des Déchets Spéciaux
BM	Banque Mondiale
CAM	Commission d'Attribution des Marchés
CFN	Consultation de Fournisseurs à l'échelon National
CLAR	Cadre Logique Axé sur les Résultats
CREPA	Centre régionale pour l'Eau et l'Assainissement
CTVD	Centre de Traitement et de valorisation des Déchets
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
DEP	Direction des Etudes et de la Planification
DGCOOP	Direction Générale de la Coopération
DGRE	Direction Générale des Ressources en Eau
DGSTM	Direction Générale des Services Techniques Municipaux
DGH	Direction Générale de l'Hydraulique
DMP	Direction des Marchés publics
DP	Direction de la Propreté

EAA	Eau et Assainissement pour l'Afrique
EIE	Etude d'Impact Environnemental
EIES	Etudes d'impacts environnementaux et sociaux
FAE	Facilité Africaine de l'Eau
HIMO	Haute Intensité de Main d'Œuvre
KFW	Banque de Coopération Allemande
MAH	Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique
MATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MEF	Ministère de l'Économie et des Finances
NIE	Notice d'Impact sur l'Environnement
PAP	Personnes Affectées par le Projet
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PIR	Plan d'Indemnisation et de Relocalisation
PME	Petites et Moyennes Entreprises
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONEA	Office national de l'Eau et de l'Assainissement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU-Habitat	ONU-Habitat
RAP	Rapport d'Achèvement de Projet
RAT	Rapport d'Avancement Trimestriel
SCADD	Stratégie de Croissance Accélérée pour le Développement Durable
SONABEL	Société Nationale Burkinabé d'Electricité
UGP	Unité de Gestion du Projet
UEMOA	Union Economique et Monétaire Afrique
VRD	Voiries et réseaux Divers

Pièce jointe requise : Rapport actualisé sur l'état d'avancement de l'exécution et les résultats (EER) – la date devrait être la même que celle de la mission RAP.

Annexe 1 : Liste des documents de référence (*)

N°	Désignation du document	Commentaires
1	Rapport d'Evaluation Etude de Faisabilité PAQPO (Avril 2008)	
2	Rapports de missions de pré-évaluation du projet	
	Mission de pré-évaluation (décembre 2010)	Mme M. Moumni (Rapport non remis à l'évaluateur)
	Mission de pré-évaluation (août 2011)	Mr. M Brahmi (Rapport non remis à l'évaluateur)
	Mission de pré-évaluation (nov. – déc. 2011)	Mr. M Brahmi (Rapport non remis à l'évaluateur)
3	Aide-mémoires des missions de supervision et d'achèvement	
	Rapport de mission de supervision (Août 2009)	M. J.M Ossette (Rapport non remis à l'évaluateur)
	Rapport de mission de supervision (Août 2010)	M. J.M Ossette ((Rapport non remis à l'évaluateur))
4	Rapport de mission de supervision (Août 2011)	MM J.M Ossette et M. Cherif / Mme A. Kere-Ouedraogo
	Aide –mémoire mission d'achèvement de projets (Juillet 2012)	Mme A. Bahri et Mr J.M. Ossette
5	Etat Financier d'exécution du Projet (Synthèse)	Système SAP - BAD
6	Rapports d'activités de l'UGP (Unité de Gestion de Projet)	Comité de Pilotage / Cellule d'Exécution du Projet
	Rapport Trimestriel d'Activité d'Activités N°1	Période Janvier – Mars 2009
	Rapport Trimestriel d'Activité d'Activités N°2	Période Avril – Juin 2009
	Rapport Trimestriel d'Activité d'Activités N°3	Période Juillet – Septembre 2009
	Rapport Trimestriel d'Activité d'Activités N°4	Période Octobre – Décembre 2009
	Rapport Trimestriel d'Activité d'Activités N°6	Période Avril – Juin 2010
	Rapport Trimestriel d'Activité d'Activités N°7	Période Juillet – Septembre 2010
	Rapport Trimestriel d'Activité d'Activités N°9	Période Janvier – Mars 2011
	Rapport Trimestriel d'Activité d'Activités N°10	Période Avril – Juin 2011
7	Rapport d'Achèvement du Projet (RAP Bénéficiaire)	Rapport Mairie – Janvier 2012
8	Rapports des Etudes technico-économique et environnementale	
8.1	Extension du CTVD de Polesgo	
	Rapport d'étude technique détaillée (Septembre 2011)	Groupement CAEM-MEMO / Rapport APD et DAO
	Rapport d'étude d'Impact Environnemental et Social (Nov. 2010)	CAEM / Rapport définitif
	Rapport Plan de Gestion Environnementale et Sociale (Nov.2010)	CAEM
	Rapport de validation du NIE (Février 2011)	Rapport BUNED
8.2	Aménagement de l'amont du Canal Mogho Naaba	
	Rapport d'étude technique détaillée (Novembre 2010)	Groupement EMERGENCE-CETIS / Rapport APD et DAO
	Rapport de Notice d'Impact et Environnemental	NIE
	Rapport de validation du NIE (Février 2011)	Rapport BUNED
8.3	Travaux de voiries et de drainage d'eaux pluviales	
	Rapport d'étude technique détaillée (APD et DAO - synthèse)	Groupement TECHNI-CONSULT / CINTECH

	Rapport d'évaluation EIES	
	Rapport de validation du NIE (Février 2011)	Rapport BUNED
9	Rapport d'Achèvement du Projet (RAP Bénéficiaire)	Rapport Mairie – Janvier 2012
10	Rapport d'Audit des Comptes (Exercice 2010) – Revue Interne	Septembre 2011 – Cabinet Audit & Management C.S.
11	Table Ronde des PTF du 12 Novembre 2012	Discours représentante résidente de la BAD
12	Table Ronde des PTF du 12 Novembre 2012	Compte rendu de la réunion
13	Table Ronde des PTF du 12 Novembre 2012	Plaquette (triptyque) du projet PAQPO)
14	Résumé du Plan d'Indemnisation et de Réinstallation (PIR)	Impact de l'aménagement du Canal Mogho Naaba

(*) Liste non exhaustive des documents du Projet PAQPO, selon données disponibles en soft-copy.

Annexe 2 : Cadre Logique Axé sur les Résultats

Pays et titre du Projet : BURKINA FASO – PROJET D’ASSAINISSEMENT DES QUARTIERS PERIPHERIQUES DE OUAGADOUGOU (PAQPO)

But du projet : Par le renforcement des infrastructures urbaines en voiries modernes et ouvrages de protection contre les eaux pluviales, ainsi que par la modernisation des capacités de collecte et de traitement des déchets urbains, améliorer de façon durable et significative les conditions de vie des citoyens de Ouagadougou (estimation 2.073.000 habitants en 2013), notamment les couches sociales défavorisées (environ 900.000 habitants) vivant dans les quartiers périphériques concernés, en contribuant efficacement aux objectifs des politiques nationales de réduction de la pauvreté (SCADD 2011-2015) dans le cadre de l’atteinte des OMD pour l’eau et l’assainissement.

CHAINE DE RESULTATS		INDICATEURS DE PERFORMANCE			MOYENS DE VERIFICATION	RISQUES / MESURES D’ATTENUATION
		Indicateur	Référence	Cible		
IMPACTS	Amélioration des conditions de vie des populations défavorisées des quartiers périphériques de Ouagadougou et réduction des maladies résultant d’un environnement urbain insalubre.	Indice de pauvreté En milieu urbain National	En 2009 : 19,9 % 43,9 %	En 2015 : < 35%	Indicateurs SCLP (2000-2010) et SCADD (2011-2015) Suivi des indicateurs de développement et d’aménagement urbain	<p>Risques Environnement socio-économique fragile ayant pour conséquence le ralentissement de la mise en œuvre des stratégies DSRP / SCADD Non adhésion des donateurs à la réalisation des projets préparés Les conditions de mise en œuvre des projets réalisés n’apportent pas la totalité des effets escomptés</p> <p>Mesures d’atténuation Renforcement du cadre institutionnel en lien avec l’aménagement urbain. Renforcement de la planification et du suivi de la concrétisation des résultats de la table ronde Renforcement des capacités des acteurs nationaux pour mettre en œuvre les projets financés</p>
	Augmentation significative des taux de collecte, de traitement et de valorisation des déchets solides de la capitale Ouagadougou, et réduction des volumes de résidus	Taux de collecte et de traitement des déchets urbains	82 % en 2008	95 % en 2020		
	Réduction de la vulnérabilité de la capitale Ouagadougou face aux risques d’inondations occasionnant des pertes économiques et humaines importantes	Réduction des risques d’inondation dans les quartiers périphériques	94 % en 2008	70 % en 2017		
	Développement de la mobilité urbaine des populations dans les quartiers périphériques concernés permettant le déploiement d’activités économiques et la réduction des tensions sociales	Taux de desserte en voiries bitumées et équipées de réseau d’éclairage (% du total) Taux de mobilité urbaine	18,3 % en 2008	20,4 % en 2017 + 25%		
	Réduction de la pauvreté des populations défavorisées par le recours à des activités à haute intensité de main d’œuvre (HIMO) et déploiement de filières d’emplois sur la valorisation des déchets bénéficiant aux jeunes et aux femmes	Ratio population urbaine employée / population urbaine active	86,2 % en 2003	100 % en 2015	Indicateurs SCLP (2000-2010) et SCADD (2011-2015)	
	Renforcement des capacités d’intervention de la Municipalité en matière de Maîtrise d’ouvrage et de mise en œuvre de schémas directeurs d’aménagements urbains	Schéma directeur de gestion des déchets solides Plan stratégique d’assainissement pluvial			Mise en œuvre conforme aux prévisions	
EFFETS	Effet 1: Financements mobilisés pour la réalisation des travaux d’infrastructures et d’équipements nécessaires à la mise en œuvre des 3 Projets concernés	Taux de financement mobilisés (budget total évalué à 90,5 milliards CFA)	0% en 2008	50,8 % en 2013 (46 milliards CFA)	Source : Rapport de la table ronde des bailleurs de fonds	<p>Risques Faible appropriation des résultats des études par les acteurs nationaux et les bailleurs de fonds</p>

	Effet 2: Les bailleurs de fonds et le gouvernement sont prêts à investir grâce aux dossiers de pré-investissements technico-économiques du projet	Nombre de dossiers de pré investissements disponibles	0% en 2008	3 APD à la fin du projet	Source : Rapport d'achèvement du donateur	Mesures d'atténuation Rechercher la participation des Bailleurs à toutes les étapes de l'Etude Le Gouvernement a inscrit le secteur de l'eau et de l'assainissement dans ses priorités. Un suivi étroit de cette question sera assuré par la FAE.

CHAINE DE RESULTATS	INDICATEURS DE PERFORMANCE			MOYENS DE VERIFICATION	RISQUES / MESURES D'ATTENUATION
	Indicateur	Référence	Cible		
PRODUITS Composante A: Etudes de faisabilité technique, économique et environnementale de l'extension du Centre de Traitement et de Valorisation des déchets (CTVD) de Polesgo PA.1: Etude de Faisabilité (niveau APS) du CTVD PA.2: Etudes techniques détaillées (niveau APD) et dossier d'appel d'offres (DAO) du CTVD PA.3 : Etudes d'impact du CTVD sur l'environnement (EIE) PA.4: Etude de fermeture des décharges sauvages existantes et mesures de remédiation correspondantes	Validation des rapports afférents	0% en 2008	RAT RAP Bénéficiaire Rapports supervision	Risques : L'état ne verse pas à temps sa contribution ; Faible performance des Consultants ; Faiblesse dans les processus de suivi/contrôle des activités. Mesures d'atténuation : Favoriser la compétition pour les marchés d'étude ; UGP bien formée et équipée en gestion de projet.	
	Validation des rapports afférents	0% en 2008			
	Validation des rapports afférents	0% en 2008			
	Validation des rapports afférents	0% en 2008			
PRODUITS Composante B : Etudes de faisabilité technique, économique et environnementale des travaux d'aménagement de l'amont du Canal du Mogho Naaba PB.1: Etude de Faisabilité (niveau APS) de l'amont du canal du Mogho Naaba y inclus la réalisation des études géologiques et géotechniques afférentes PB.2. Etudes techniques détaillées (niveau APD) relatifs à la construction des canaux collecteurs et à l'aménagement des berges, y inclus l'établissement des dossiers d'appel d'offres (DAO) y afférents PB.3 : Etudes d'impact sur l'environnement (EIE) concernant l'aménagement du canal	Validation des rapports afférents	0% en 2008	RAT RAP Bénéficiaire Rapports supervision	Risques : L'état de verse pas à temps sa contribution ; Faible performance des Consultants ; Faiblesse dans les processus de suivi et contrôle des activités. Mesures d'atténuation : Favoriser la compétition pour les marchés d'étude ; UGP bien formée et équipée en gestion de projet.	
	Validation des rapports afférents	0% en 2008			
	Validation des rapports afférents	0% en 2008			
PRODUITS Composante C: Etudes de faisabilité technique, économique et environnementale des travaux routiers et de drainage d'eaux pluviales PC.1: Etude préliminaire d'état des lieux sous forme d'inventaire routier visant à définir les travaux à réaliser PC 2: Etude environnementales des zones et rues concernées permettant l'évaluation des impacts sur l'environnement (EIE)	Validation des rapports afférents	0% en 2008	RAT RAP Bénéficiaire Rapports supervision	Risques : L'état de verse pas à temps sa contribution ; Faible performance des Consultants ; Faiblesse dans les processus de suivi et contrôle des activités	
	Validation des rapports afférents	0% en 2008			

PRODUITS	PC.3 : Etude économique relative à la rentabilité des techniques de bitumage envisageables	Validation des rapports afférents	0% en 2008		Mesures d'atténuation : Favoriser la compétition pour les marchés d'étude ; UGP bien formée et équipée en gestion de projet.
	PC.4 : Etude de faisabilité technico économique (niveau APS) ;	Validation des rapports afférents	0% en 2008		
	PC.5 : Etude de faisabilité technico économique (niveau APD)	Validation des rapports afférents	0% en 2008		
	PC.6: Elaboration du dossier d'Appel d'Offre (DAO) afférent	Validation des rapports afférents	0% en 2008		
	Composante D : Renforcement des capacités de la Mairie de Ouagadougou et des Acteurs locaux				
	PD.1 : Renforcement de la capacité institutionnelle de gestion des déchets des acteurs (DGSTM, Direction de la Propreté, PME)	Nombre d'acteurs clés formés Dotations en équipements ad-hoc	0% en 2008 0% en 2008	RAT RAP Bénéficiaire Rapports supervision	Risques : Retards dus à la non maîtrise des processus Projet Mesures d'atténuation : Qualité des formations réalisées Promotion des activités du Projet auprès des PTF
	PD.2 : Mobilisation des ressources financières incluant la mise en place d'une ligne de crédit pour le renforcement des moyens des PME	Taux de mobilisation des ressources financières requises Tenue de la Table Ronde	0% en 2008	Rapport de suivi de la Table Ronde des PTF	

ACTIVITES CLES	INTRANTS
VOLET DE LANCEMENT DU PROJET PAQPO	LANCEMENT DU PROJET PAQPO
Atelier de lancement du projet PAQPO selon une approche participative avec l'ensemble des Acteurs concernés	Ressources financières
Nomination d'un Coordinateur, constitution d'un Comité de Pilotage, Création d'une équipe de Cellule d'Exécution du Projet	Gestion du temps
Validation des études du projet PAQPO	Equipements informatiques et bureautiques
Procédures de consultation et de validation des Bureaux d'Etudes	
Dotations en équipements de l'unité de gestion de projet (UGP)	
COMPOSANTE A : Extension du CTVD de Polesgo	COMPOSANTE A
Activité A1 : étude de faisabilité (APS) du CTVD, y inclus : la détermination de la nature des activités et du volume des cellules ; l'analyse de l'état initial des sites ; la présentation du projet et de ses aménagements	Ressources financières
Activité A2 : études d'impact du CTVD sur l'environnement (EIE) comprenant l'évaluation des effets du projet sur l'environnement ; les mesures de réduction et de compensation des effets, et leurs coûts ; l'estimation préliminaire des coûts des travaux	Gestion du temps
Activité A3 : Etudes techniques détaillées (APD) et dossier d'appel d'offres (DAO) incluant les études techniques détaillées pour les travaux d'extension du CTVD et le dossier d'appel d'offres (DAO) ;	Equipements en matériels et véhicules
Activité A4 : Etude de fermeture des déchargés sauvages existantes incluant une évaluation des volumes de déchets solides à évacuer et d'élaborer un plan de fermeture et des coûts estimatifs, une évaluation des aménagements de fermeture nécessaires.	
COMPOSANTE B : Aménagement de l'amont du canal Mogho Naaba	COMPOSANTE B
Activité B1 : Réalisation d'une étude d'avant-projet sommaire (APS)	Ressources financières
Activité B2 : Réalisation des études géologiques et géotechniques	Gestion du temps
Activité B3 : Avant-projet Détaillé (APD) comprenant le dimensionnement des canaux et collecteurs et l'élaboration des DAO correspondants	Equipements en matériels et véhicules
Activité B4 : Etude d'impact environnementale et sociale portant sur l'aménagement des berges récupérées, en espaces de détente et de loisirs	
COMPOSANTE C : Travaux routiers et de drainage des eaux pluviales	COMPOSANTE C
Activité C1 : Etude préliminaire inventaire routier pour dresser l'état actuel des routes et définir les travaux d'aménagement à réaliser ;	

Activité C2 : Etude environnementale concernant les zones intéressées par les rues ainsi que les zones contiguës qui peuvent être sensibles aux travaux et à l'utilisation des rues, les impacts sur l'environnement, et le suivi environnemental

Activité C3 : Etude économique permettant d'évaluer la rentabilité du bitumage de la route concernée tout en améliorant le niveau d'aménagement actuel conformément aux solutions d'aménagement envisageables et incluant une analyse économique de la solution optimale

Activité C4 : Etude d'avant projet sommaire (APS) portant sur les types d'interventions à envisager par sections homogènes, leurs estimations financières, y inclus également les synthèses de l'étude environnementale et de l'étude économique

Activité C5 : Etude technique détaillée (APD)

Activité C6 : Elaboration du dossier d'appel d'offres (DAO)

COMPOSANTE D : Renforcement des capacités de la Mairie de Ouagadougou et des Acteurs locaux

Activité D1 : Renforcement de la capacité institutionnelle de gestion des déchets qui concernera les ressources humaines et matérielles de la (DGSTM), de la Direction de la Propreté, et des (PME) locales

Activité D2 : Mobilisation de ressources financières incluant la mise en place d'une ligne de crédit pour le renforcement des moyens matériels et logistiques des PME locales (secteur privé) sur les domaines concernés (assainissement, déchets)

Ressources financières

Gestion du temps

Equipements en matériels et véhicules

COMPOSANTE D

Ressources financières

Gestion du temps

Equipements en matériels et véhicules

ANNEXE 3 : Etat d'exécution et d'évaluation sur les résultats (EER)

C Rapport sur l'état d'exécution des projets et évaluation (EER)

Respect des Clauses

CRITERES	Nombre / Pourcentage des conditions remplies	NOTATION		EVALUATION
		Le présent rapport	Le rapport précédent	
Respect des clauses du projet	3/3 (100%)	4		<ul style="list-style-type: none"> - Fournir la preuve de l'ouverture, dans une banque commerciale jugée acceptable pour la FAE, d'un compte spécial en devises convertibles destiné à accueillir les ressources du don - Fournir à la satisfaction de la FAE, la preuve de la confirmation par la banque dépositaire que ces ressources ne seront susceptibles ni de compensation, de confiscation, ni de saisie ; - Fournir la preuve de la nomination par la Mairie de Ouagadougou d'un coordonnateur du projet dont le CV aura été préalablement approuvé par la FAE. - <i>Note : Difficulté sur l'ouverture du compte spécial en « Euros » : le premier décaissement a nécessité 8,5 mois environ pour la résolution du problème liés à l'impossibilité de transférer des fonds en FCFA vers un compte en devises dans l'espace UEMOA couvert par la BCEAO (transfert entre la BCEAO et ECOBANK)</i>
Respect des clauses de sauvegarde environnementale et sociale	100%	4		<p>D'un point de vue environnemental, le projet PAQPO est classé dans la catégorie 1.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chacune des composantes du Projet PAQPO a fait l'objet d'études EIS spécifiques qui ont permis d'établir avec précisions les possibles impacts (directs et indirects) induits par la réalisation des projets. - Des Plans de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) ont été établies et des mesures de remédiation et sauvegarde ont été identifiées et budgétisées. - Des Plans d'Indemnisation et de Réinstallation (PIR) des populations concernées ont été établis et sont en cours de mise en œuvre avec le soutien de la BAD (N° Projet : P-BF-EBO-001).
Respect des clauses relatives à l'audit	3/4	3		<ul style="list-style-type: none"> - Audits des états financiers et revue à posteriori des acquisitions: confer Mémoire Interne Réf ORPF.2/RPT/2011/09/119/ANE, portant sur la révision des rapports d'audit 2010 (reçus le 09-09-2011) établis par le cabinet Audit & Management S.C. Pas d'observation sur les états financiers ; une observation sur l'état de réconciliation du compte spécial recommandé par la BAD. Au final, le rapport d'audit des comptes a été jugé « acceptable ».

				- Note : les délais imputables à la réalisation et à l'approbation des audits financiers ont retardé la demande relative au 2ieme décaissement
--	--	--	--	--

Système et procédures du projet

CRITERES	NOTATION		EVALUATION
	Le présent rapport	Le rapport précédent	
Acquisition des biens et services	4		<ul style="list-style-type: none"> - Les acquisitions des biens ont été exécutées selon les procédures de consultation de fournisseurs à l'échelon national (CFN). La performance des fournisseurs de bien a été jugée satisfaisante. - L'acquisition des services (bureaux d'études organisés en consortium) s'est fait sur la base d'une liste restreinte selon une procédure de sélection axée sur la qualité et les considérations de prix. La performance des fournisseurs de service a été jugée très satisfaisante. - Les procédures requises ont été parfaitement exécutées, et ont reçues systématiquement un avis de non objection (ANO).
Gestion financière	3		<ul style="list-style-type: none"> - La gestion financière a été assurée sans problème notable par l'UGP, mais il serait envisageable d'obtenir des améliorations en termes de modalités de reporting des données (synthèses / indicateurs / ratios / etc.). - Les formations réalisées dans le domaine ont consolidé les capacités des intervenants
Suivi et évaluation	3		<p>Bien que des comptes rendus d'avancement des activités aient été produits, à cadence régulière, sous la forme de Rapports d'Activités Trimestriels (10 N° de RAT couvrant la période de Janvier 2009 à Juin 2011, dont 8 disponibles), y inclus le Rapport d'Achèvement de Projet (RAP Bénéficiaire), leur lecture incite à émettre les commentaires suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il se dégage parfois une impression de « répétition » dans les modes rédactionnels utilisés, pouvant apporter un risque de fragilisation sur le volet de l'analyse critique des faits qui serait à apporter quant à la conduite des évènements ou activités sur les périodes concernées ; - Afin de mieux retracer la dynamique de mise en œuvre du Projet, il pourrait être judicieux de renforcer la notion de « déroulé » des activités par l'introduction de planning de « suivi-évaluation » dans le temps, mettant <i>en exergue</i> les faits marquants, les dates clés, etc., ainsi que les éventuels écarts entre prévisionnels et réels ; - En complément, il pourrait être utile d'introduire systématiquement des Tableaux de Synthèse pour chacune des composantes majeures du Projet, faisant office « d'aide-mémoires »; - Enfin, il serait probablement souhaitable de mieux authentifier certaines données telles que : date d'élaboration de rapport, date de remise, date d'approbation, version provisoire/définitive, procès verbaux de validation et participants, etc. <p>En termes de préconisations générales soumises à l'appréciation de la BAD/FAE, l'évaluateur suggère que, au démarrage de chaque</p>

			Projet, les membres de l'UGP soient formés sur les modalités de reporting des informations et les protocoles rédactionnels à utiliser.
--	--	--	--

Exécution et financement des projets (Unité F CFA)

CRITERES	Montant total	Montant cumulé à ce jour 31-05-2013	Montant cumulé au début de l'année	Projection annuelle	Progrès vers la réalisation de la projection annuelle	Progrès vers la réalisation de la projection totale	NOTATION	
							Le présent rapport	Le rapport précédent
	a	b	c	d	b-c / d-c			
Décaissements banque	421.124.394	421.107.995				99,99 %	4	
Engagements budgétaires		407.385.739				96,74 %	4	
Décaissement des fonds de contrepartie	59 036 130	62.371.259				105,65%	4	
Décaissement des fonds de cofinancements	S.O							

CRITERES	EVALUATION
Décaissements	<ul style="list-style-type: none"> - Le retard du décaissement de la contrepartie nationale a été compensé par un préfinancement de la Commune de Ouagadougou - La date effective de mise à disposition du 1° décaissement du Don de la FAE n'a pu être effectuée que le 26 janvier 2009 (soit 8,5 mois après la date d'accord du Don le 14 mai 2008) en raison de difficulté de procédures de transfert entre la BCEAO et ECOBANK.
Engagements budgétaires	- le solde de 13.021.606 F CFA (ou 19.851 € représentant 3,1 %) arrêté au 31 Mai 2013, représente le reliquat de fonds non utilisé qui serait à restituer à la FAE, d'où un taux d'engagement net de 96,74 %.
Décaissement des fonds de contrepartie	- Le taux d'exécution des dépenses réelles sur décaissements est de 105,65%. Le solde estimé restant au 12 novembre 2011 serait de 623.171 FCFA (environ 950 €).
Décaissement des fonds de cofinancements	S.O

Notation globale de l'état d'exécution (EE)

	Le présent rapport	Le rapport précédent	Justification
<p align="center">Notation de l'EE</p>	<p align="center">4</p>		<ul style="list-style-type: none"> - Neuf (9) critères ont été évalués : le score global étant de 33, la notation moyenne de l'EE est de 3,66. - Ce score démontre qu'une très large majorité des procédures de gestion du projet PAQPO ont été conduites de manière très satisfaisante. - <i>Note 1: Il s'agit d'un excellent résultat si l'on prend en compte le fait que l'Unité de Gestion de Projet, créée à cet effet, n'avait que peu d'antériorité en termes de Management de Projet de grande ampleur, ou encore peu d'expérience acquise en matière de Maîtrise d'Ouvrage</i> - <i>Note 2: A cet égard, ce résultat témoigne indirectement que les objectifs visés par la composante D du Projet PAQPO, portant sur le renforcement des capacités de la Mairie et des Acteurs locaux, sont pleinement atteints et très encourageants pour l'avenir de la Commune de Ouagadougou</i>

Annexe 4 : Contribution de la FAE (*)

A - Missions de supervision :

N°	Dates de mission	Nombre de jour	Nombre de personnes	Composition
1	Du ... au ... Août 2010		1	Jean-Michel Ossete (Task Manager – BAD)
2	Du 09 au 21 Août 2010	12	1	Jean-Michel Ossete (Task Manager – BAD)
3	Du 03 au 19 Août 2011 (**)	16	1	Jean-Michel Ossete (Task Manager – BAD)
4	Du 06 au 13 Juillet 2012 (***)	7	2	Jean-Michel Ossete et Mme Akissa Bahri (Coordinatrice)

(**) : Mission de supervision conjointe pour 2 projets

(***) : Aide-mémoire de mission d'achèvement de 2 projets

B - Missions de pré-évaluation :

N°	Dates de mission	Nombre de jour	Nombre de personnes	Composition
1	Du 15 au 21 Décembre 2010	6	1	Mme Mounia Mounni
2	Du ... au ... Août 2011		1	Mr. Mahamoud Brahmi
4	Du 27 Nov. au 02 Dec. 2011	7	1	Mr. Mahamoud Brahmi

(*) : Selon sources disponibles

Annexe 5 : Liste Contacts projet PAQPO

NOMS / PRENOMS	Tel	Email	Poste occupé / Responsabilités
SEBGO Léné			Directeur Général de la Coopération (DGCOOP)
OUEDRAOGO Mariam			DGCOOP - Chargée de programme/SPPC-BAD/FAD
CISSE Sidi Mahamoudou			
TOE Barthélemy	70 21 20 90	issamaric@yahoo.fr	Directeur Général des Services Techniques Municipaux
KABORE Boureima	70 28 75 77	boureimakab@yahoo.fr	Directeur des Etudes et de la Planification
ZOMBRE Arzouma	70 13 74 24	arzoumazombre@yahoo.fr	Directeur Général Adjoint des Services Techniques Municipaux
YETTA Bruno	70 23 11 16	yettabruno@yahoo.fr	Directeur des Marchés Publics
OUOBA Sylvie	70 26 30 28	sylsom2005@yahoo.fr	Directrice des Affaires Financières et du Budget
BAYIRI Valentin	71 08 16 88	bayiritino@yahoo.fr	Chef Service Etudes et Projets/DEP
SENOU Abdoulaye			Chef comptable - Trésorerie régional du Centre
JACKATEY Komia			CINTECH/T.CONCONSULT, Directeur Technique
NACOULMA Ousmane			CAEM
ZAI Omar			Chef de mission Groupement Emergence-CETIS

Annexe 6 : Photos illustratives des composantes du Projet PAQPO

COMPOSANTE
A

EXTENSION DU CENTRE DE TRAITEMENT ET DE VALORISATION DES DECHETS (CTVD) DE
POLESGO



Une contamination par les déchets qui touche les centres urbains et les zones périurbaines



Pollution par les déchets urbains : un véritable problème de santé publique



La production de déchets de la ville de Ouagadougou est de l'ordre de 600 000 tonnes par an mais seulement 350.000 tonnes de déchets sont traités par an (soit environ 60%), dont 82 tonnes de déchets plastiques traités et broyés et 90 tonnes de compost



Extension du Centre de Traitement et de Valorisation des Déchets (CTVD) de POLESGO : une orientation vers la valorisation



Un système de collecte des déchets à plusieurs niveaux d'intervenants et à plusieurs étages de tri sélectif



La création de « Brigades Vertes » pour la propreté de la Capitale (2.000 femmes environ)



L'intervention des Femmes constitue un élément clé dans la stratégie de collecte sélective et valorisation des déchets



Fabrication de Compost à partir des déchets biodégradables et fertilisation des maraîchages



Collecte sélective des plastiques



Diverses Filières de Valorisation des Déchets Plastiques : un secteur générateur d'emploi et de ressources financières :

- Fabrication de compost pour les activités de maraîchages
- Fabrication de briquettes pour les constructions
- Fabrication de bûchettes pour le chauffage des aliments (lutte contre la déforestation)
- Fabrication d'objets et ustensiles ménagers (seaux, etc.)
- Fabrication de vêtements tissés et d'objets de décoration

De nombreuses filières de récupération et transformation des déchets urbains sont déjà en place et méritent d'être renforcées :

- Récupération des cartons et journaux
- Récupération des plastiques (bouteilles, flacons, objets ménagers, etc.)
- Récupération des verres
- Récupération des métaux divers (aluminium, fer, cuivre, etc.)
- Récupération et recyclage des composants électroniques
- Etc.



Constat de changement climatique à Ouagadougou

1er Septembre 2009 ; une pluie diluvienne exceptionnelle de 279 mm d'eau en 12 heures ; des pertes humaines



Des dégâts matériels très importants



De nombreuses destructions d'infrastructures, des centaines d'habitations endommagées



Un désastre économique et social majeur ; 150.000 sinistrés à prendre en charge, des pertes humaines



Vues du Canal à aménager et espèces végétales existantes (eucalyptus, etc.)



Exemples de situations affrontées : obstruction de rives sur dalot, constructions existantes sur l'emprise du canal



Exemples de cultures maraîchères sur les rives du canal



Difficultés de transport après des pluies sur des voiries non aménagées de Ouagadougou



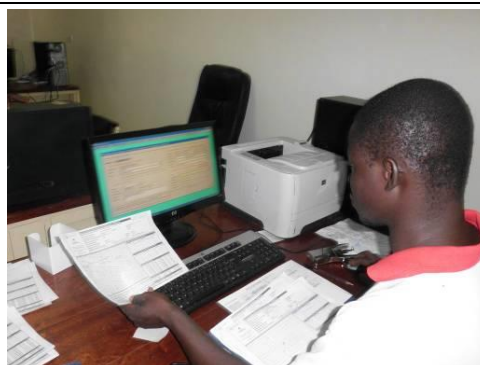
La mobilité urbaine est fortement diminuée, surtout après de fortes pluies ...



Tensions sociales, manifestations, voire blocages de voiries liés au mécontentement des habitants sur l'état des voiries



Des Véhicules et Engins spécialisés pour la Collecte, le Transport et le Traitement des Déchets ...



Des équipements informatiques et logiciels spécifiques pour une Gestion moderne de l'Aménagement Urbain



Des Equipes de travail formées et spécialisées dans les différents domaines concernés (photo 21E)



